lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 205 — SEMAINE DU 1er AU 7 AOUT | PRIX : 2 F

Les vacances :

avant goût de la liberté...

à conquérir !

en bref... en bref... en bref...

Cobayes noirs aux U.S.A.

La presse a révélé la semaine dernière que « deux cents Noirs américains, atteints de syphilis, ont été volontairement privés de tout traitement au cours des quarante dernières années, parce qu'en 1932, les membres du service fédéral de santé avaient décidé qu'ils seraient des « cobayes humains ». **Cette expérience qui vient d'être révélée par le service fédéral de santé avait pour but de déterminer, d'après les autopsies, les effets de la syphilis sur l'organisme humain.**

Deux cents Noirs ont été ainsi abandonnés à la maladie et à ses effets secondaires, même après la découverte de la pénicilline (dont l'utilisation a été généralisée à partir de 1944), alors que cet antibiotique aurait pu sauver bon nombre de ces « cobayes ». Pour convaincre les patients de se prêter à cette expérience, on leur avait promis le transport à l'hôpital et retour, des repas chauds gratuits, la prise en charge de tous les soins pour toute autre maladie que la syphilis.. et un enterrement gratuit !

« Les responsables du service fédéral de santé qui avaient lancé cette expérience sont aujourd'hui ou décédés ou à la retraite. » (Le Monde **du 27-7-1972.)**

Mais il reste tous ceux qui ont continué cette « expérience » depuis et jusqu'à aujourd'hui. Car cette grande administration américaine a continué imperturbablement à « travailler ».

Vouloir observer les effets sur l'organisme humain d'une syphilis non traitée ne peut relever que du sadisme. Cette maladie est une de celle qui a été le mieux étudiée, justement parce que pendant longtemps on n'avait aucun moyen de la traiter. Les hôpitaux étaient remplis de syphilitiques pour lesquels les médecins ne pouvaient rien. Ils ont eu alors toutes les possibilités de collecter des observations sur ces cas de syphilis non traittés, observations qui remplissaient d'ailleurs les manuels de médecine.

Et puis, même si cela avait un intérêt scientifique, l'idée de répartir des êtres humains en lots qu'on traite ou non alors qu'on a les moyens de les soigner tous pour faire des expériences ne peut germer que dans des cerveaux pourris comme ceux des « médecins maudits » des camps nazis, condamnés par tous, U.S.A. en tête, à Nuremberg.

Des cerveaux pourris par le racisme qui règne aux U.S.A., car les victimes sont des Noirs. Et aux U.S.A., ce racisme suinte par tous les pores de la société, de l'administration aux entreprises en passant par la justice et la police. Ce racisme, c'est le fruit d'une société basée sur l'exploitation de l'homme et cette exploitation s'appuie sur des différences telles que la couleur de la peau pour mieux dresser les hommes les uns contre les autres.

Alors on peut bien parier que dans ce cas comme dans bien d'autres (connus ou inconnus), la justice américaine ne verra pas de coupables, de responsables à condamner.

Le procès des auteurs du massacre de Song My, n'est-il pas là pour en témoigner ?

Un monde fou, fou, fou

Démissionnera ? Démissionnera pas ? Les paris sont ouverts aux U.S.A. pour savoir si Eagleton, le candidat du Parti Démocrate à la vice-présidence des Etats-Unis, maintiendra ou non sa candidature. La majeure partie de la presse U.S. et pas seulement celle liée aux Républicains, réclame son désistement. Le motif ? Eagleton aurait été soigné il y a quelques années pour troubles nerveux, il aurait même subi des électrochocs ! Voilà qui, paraît-il, équivaudrait aux yeux de l'opinion publique américaine à un brevet d'inaptitude pour un postulant éventuel à la présidence.

Un président américain doit être, nous dit-on, un homme sage, bon époux, bon père de famille.

C'est nécessaire sans doute pour pouvoir commander de sang-froid les bombardements des digues au Nord-Vietnam et l'emploi du napalm contre la population civile au Sud... Eagleton, ce « grand nerveux », **cet** « hypersensible », **n'a peut-être pas ces qualités, le voilà quasiment disqualifié.**

Certes, Nixon a fermement déclaré : « C'est un problème personnel. J'ai donné des ordres très stricts pour qu'il n'y ait aucun commentaire direct ou indirect sur cette question ». **Mais là-dessus, il s'est mis à commenter avec allégresse son propre état de santé et celui** « encore meilleur » **de son coéquipier** « homme pondéré, calme, de grand jugement », **etc. C'est, paraît-il, de bonne guerre. Bref, que Eagleton soit ou non débarqué, McGovern part désormais avec un handicap.**

Décidément, l'électrochoc qui est de plus en plus dédaigné en psychiatrie, semble devoir faire une seconde et brillante carrière en politique. En U.R.S.S., il sert à convaincre les opposants de toute nature, enfermés dans les asiles du régime, pour le salut de leur âme et par les bons soins de la justice dite soviétique. Aux U.S.A., il sert à écarter un candidat. A dire vrai, il y a quand même une nuance, en U.R.S.S., on est d'abord opposant et puis, ensuite seulement, malade mental ; aux U.S.A., si on a été malade mental, on ne peut plus être opposant. Au fond, voilà deux méthodes qui se complètent admirablement pour sceller le destin politique d'un homme.

Avis à Soljenitsine et aux autres opposants soviétiques s'ils avaient, par égarement, envie d'émigrer aux Etats-Unis !...

Bravo Jane Fonda !

Mardi 25 juillet, les téléspectateurs de la première chaîne ont pu voir l'actrice Jane Fonda, non pas dans l'un de ses films, mais lors de la conférence de presse qu'elle a tenue à Paris, de retour du Nord-Vietnam.

Sans recherche d'effets dramatiques artificiels, Jane Fonda raconta ce qu'elle avait vu là-bas, ce qu'était la vie de la population vietnamienne soumise aux bombardements incessants de l'aviation américaine, l'effet que ces bombardements pouvaient avoir sur le complexe système de digues qui protègent les campagnes et les villages des crues des fleuves. Elle dit aussi ce qu'est la détermination du peuple vietnamien, sa volonté de poursuivre la lutte jusqu'à l'indépendance de tout le Vietnam.

Visiblement, le fait qu'une Américaine se soit rendue au Nord-Vietnam — pays avec lequel les U.S.A. ne sont pas en état de guerre déclarée qu'à cause de l'hypocrisie de Nixon et de ses prédécesseurs —, le fait qui plus est, qu'une actrice de renommée internationale fasse une chose qui ne sert en rien sa carrière, mais qui ne peut, au contraire, que lui nuire, paraissait surprendre le commentateur de service de la télévision, qui ne trouva rien de mieux, pour conclure, que d'affirmer que « beaucoup d'Américains reprochent ce voyage à Jane Fonda ».

Mais il est vrai que la plupart des journalistes de l'O.R.T.F. ont, depuis longtemps, oublié ce que peut bien signifier prendre des risques pour défendre ses idées.

(Archives L.O.)

Moyen-Orient : vers quelle paix ?

AU renvoi des conseillers militaires russes par Anouar el Sadate, le chef d'Etat égyptien, Golda Meïr a répondu par des offres publiques de négociations.

Ce faisant, elle a montré qu'elle comprenait fort bien le sens qu'il fallait donner au renvoi des conseillers soviétiques.

Les offres de Golda Meïr, parce qu'elles sont publiques, sont cependant plus destinées aujourd'hui à montrer à l'opinion internationale qu'Israël veut sincèrement la paix, qu'à Sadate lui-même.

Dans l'état actuel des choses, Sadate ne peut pas répondre publiquement à ces offres. Car il reste en suspens le problème des territoires occupés. Israël a montré sa ferme intention de les garder, tandis que la propagande égyptienne met leur récupération comme préalable à toute négociation. Et comme Israël est en position de force...

Sadate n'est pas capable de faire accepter à son propre peuple l'abandon des territoires occupés — ceux qui sont égyptiens du moins — sans que cela apparaisse comme une reculade telle qu'elle le mette en péril lui-même.

C'est pourquoi Sadate ne peut encore accepter aujourd'hui un règlement « pacifique » du conflit. C'est pourtant vers cette issue qu'il s'achemine. Toutes les pressions internationales, et Sadate vient de montrer qu'il est sensible à celles-ci, vont dans ce sens.

Mais si on peut se réjouir de voir enfin la perspective d'un traité de paix mettre fin à la propagande chauvine et réactionnaire qui règne actuellement dans tous les pays de cette région du globe, on peut dire d'avance que parler de « paix » dans cette région du monde est utopique.

Car c'est oublier l'effroyable misère qui y règne. C'est oublier les centaines de milliers, les millions maintenant de Palestiniens chassés de chez eux par les Israéliens, leurs rêves et leurs espoirs entretenus, en même temps que leur misère, par les Etats arabes qui, aujourd'hui, les chassent de partout et les massacrent. C'est oublier la misère des millions d'Arabes et leur colère, colère que leurs gouvernants ont jusqu'ici réussi à détourner contre Israël.

Mais toute cette colère ne peut qu'exploser un jour. Et ce jour-là, le gouvernement égyptien saura se servir, contre son propre peuple et ceux des autres pays, de l'armement soviétique, insuffisant certes, contre l'armée moderne d'Israël, mais bien suffisant contre des masses désarmées. L'armée égyptienne n'aura effectivement pas besoin de la science des conseillers soviétiques, pourtant experts en la matière, dans ce rôle de répression. L'Angleterre, qui a colonisé l'Egypte, lui a appris tout ce qu'il fallait savoir dans ce domaine.

Israël, pour sa part, même avec un traité de paix qui garantisse ses frontières, même contre son vœu et celui de ses habitants, continuera à jouer le rôle de gendarme que les Etats impérialistes lui ont assigné au Moyen-Orient, y compris aux côtés des Etats les plus réactionnaires et les plus sanglants.

Non, un traité de paix, même s'il marque la fin des hostilités israélo-égyptiennes, ne marquera pas la fin de la guerre entre les exploiteurs et les exploités, entre les riches et les pauvres.

S.F.

Éditorial

LES VACANCES : avant-goût de la liberté... à conquérir !

LA grande migration estivale a atteint son point culminant. Durant ces derniers jours, des millions de travailleurs ont pris le chemin des vacances. Par des trains encombrés, ou par des routes embouteillées, la grande armée des aoûtiens s'est mise en marche vers des terrains de camping surpeuplés, des plages plus ou moins polluées, et des paysages trop souvent massacrés par la rapacité des promoteurs en tous genres.

Comme les autres années, d'ailleurs. Et pourtant, sachant ce qui les attend, tous ceux qui l'ont pu sont partis joyeux vers ces vacances 1972, et les trop nombreux travailleurs qui, faute de moyens, ont dû encore cette année renoncer à partir, rêvent du jour où ils pourront, eux aussi, s'en aller loin des villes enfumées.

Avec la gigantesque pagaille qui règne au moment des grands départs et des grands retours, malgré les discours sur la nécessité d'étaler les congés dont nos gouvernants nous rebattent les oreilles, aucune autre période de l'année n'illustre sans doute autant que celle-ci l'anarchie profonde du système capitaliste. Mais aucune non plus n'est si impatiemment attendue.

Les vacances, on en rêve des mois à l'avance, au point que tous les efforts, que toutes les économies, de onze mois d'exploitation sont bien souvent consacrés à la préparation des congés à venir. Et quand, après trois ou quatre semaines trop vite passées, on est de retour à la maison, quand on a fini de se rassasier des souvenirs de l'été passé, on recommence à faire des projets pour l'année suivante.

Et peu importent finalement les transports surchargés, les campings où l'on est trop serrés, et les plages trop peuplées, car ce qui compte le plus, ce qui fait que ces vacances on les a attendues avec impatience, c'est leur goût de liberté.

Les vacances, c'est pendant quatre semaines ne plus avoir de chef sur le dos, ne plus avoir à exécuter sans discussion possible les ordres plus ou moins idiots que l'on reçoit à l'usine. C'est ne plus être rivé aux machines, et disposer de son temps, d'un peu de sa vie, à son plaisir. C'est être libre d'aller où l'on veut, et de faire ce que l'on veut.

Et c'est aussi avoir avec les autres hommes des relations qui ne sont plus basées sur la hiérarchie sociale ou professionnelle, mais sur ses goûts et sur ses sympathies. C'est pendant quatre semaines, même si on ne part pas à l'étranger, l'abolition de bien des frontières, la découverte de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, mots vides de sens sur nos édifices publics, qui prennent soudain un contenu.

Et si les vacances des travailleurs ne sont pas celles des bourgeois, si leurs moyens limités les conduisent sur des plages, ou dans des restaurants, que ne fréquentent assurément pas leurs P.D.G., cela aussi importe peu, tant il est vrai que ce qui compte avant tout, quand on a le nécessaire, c'est la liberté.

Bien sûr, cela ne dure pas. Et chacun sait, en partant, que dans à peine un mois, il faudra reprendre le chemin de l'usine ou du bureau. Mais ces congés payés que les travailleurs ont arraché de haute lutte, s'ils sont tant appréciés, c'est parce qu'ils sont finalement un avant-goût de la société sans classe.

Dans la Rome antique, chaque année, lors des fêtes de Saturne, pendant trois jours, les esclaves étaient libres de faire ce que bon leur semblait, pour commémorer les temps révolus où tous les hommes étaient égaux. Mais ces saturnales étaient le dernier souvenir d'une liberté assassinée par la division de la société en classes et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les congés payés que la classe ouvrière a arrachés à la bourgeoisie sont au contraire une promesse pour l'avenir. Ou du moins dépend-il de nous tous, travailleurs, qu'ils le soient, car seule la classe ouvière pourra, en prenant entre ses mains le sort de toute la société, construire un monde où la liberté et la fraternité brilleront toute l'année, et non pas quelques semaines par an, et avec un éclat que nous ne connaissons pas.

Mais après tout, les vacances, n'est-ce pas aussi pour les travailleurs, le moment de se préparer aux luttes qu'il leur faudra livrer demain pour se libérer ?

Alors, bonnes vacances !

Hausse des prix :

UN GOUVERNEMENT DE VOLEURS... MAIS QUI A PEUR DE NOUS

L'INDICE des prix accuse une hausse de 0,5 % en juin. C'est trop, paraît-il, et c'est dû surtout aux augmentations des produits alimentaires et à la libération en avril dernier de certains prix industriels. Cela inquiète le ministre des Finances. Cela l'inquiète même à tel point qu'il a pris la décision d'augmenter au 1er août les tarifs du gaz et de l'électricité. Mais, attention, c'est une augmentation pondérée, c'est-à-dire moins forte que celle qui était prévue auparavant. Voilà qui va nous réjouir !

Vraiment les princes qui nous gouvernent ne manquent pas de cynisme. Ils ont attendu que la majorité de la population soit en vacances, c'est-à-dire, matériellement et psychologiquement hors d'état de réagir, pour faire leur mauvais coup. Ils ne sont pas les inventeurs de la méthode ; c'est même une bonne vieille astuce de gouvernement. Mais il faut croire qu'elle est efficace puisqu'on la retrouve chaque année. En tout cas cette efficacité même est un aveu.

L'Etat des riches et des patrons s'efforce de faire payer aux travailleurs et aux petites gens les frais de l'inflation. Mais il le fait peu à peu, par à-coups, par la bande, il le fait comme un voleur quand les ouvriers ne peuvent réagir.

Si les gouvernants attendent le moment où les travailleurs sont démobilisés pour agir, c'est bien la preuve qu'ils craignent en temps normal les réactions des travailleurs. C'est bien la preuve que la résistance de la classe ouvrière est le seul frein qui les arrête quelque peu en période ouvrable dans leur politique de vie chère.

Nous devons nous en souvenir. Nous devons en tirer les leçons qui s'imposent. Nous devons en tirer confiance dans nos propres forces, dans notre propre audace. Serions-nous les seuls à douter de nous ? Les patrons et leur Etat ne connaissent qu'un seul langage, celui de la force. Leur prudence actuelle le montre.

Alors ce qu'ils nous ont volé en juillet et en août, nous devons le leur reprendre en septembre, avec les intérêts.

Ce n'est pas un vœu pieux, c'est la conclusion logique d'un rapport de force qui redeviendra à la rentrée en notre faveur. Ne l'oublions pas.

C.B.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

PAGE 5 :
— Bruay-en-Artois : de l'affaire Leroy à l'affaire Pascal.
PAGE 8 :
— La colère des paysans d'Auvergne et du Limousin.
PAGE 9 :
— Foyers A.L.J.T. : la lutte continue.

● Le P.C.F. a deux visages

PAGE 5 :
— Désaveu des procès de Prague : un geste envers la bourgeoisie.
PAGES 6 et 7 :
— Le blocage de *Lutte Ouvrière* par le syndicat C.G.T.-N.M.P.P. :
— Ce qui les gêne.
— Les faits et la calomnie.
— Les promesses... et les actes.
— Protestations.

● Dans les entreprises

PAGE 8 :
— P.T.T. (Paris P.L.M.) : un mort.
— Les pompistes de la B.P.
PAGE 9 :
— A la Régie Renault : un sacré pastis.
— Licenciements camouflés et répression à Roussel-Uclaf.

DANS LE MONDE

CHINE
PAGE 12 :
— La disparition de Lin Piao.
GRANDE-BRETAGNE
PAGE 12 :
— La situation en Grande-Bretagne.
COREE
PAGE 4 :
— Les deux Corée et les grandes puissances.
ISRAEL
PAGE 4 :
— Huit mois de prison pour refus de porter l'uniforme.

DIVERS

LIVRES :
PAGE 10 :
— Une vie de boy et
— Le vieux nègre et la médaille, de Ferdinand Oyono.
— Autogestion, Etat, révolution.
FILMS :
PAGE 11 :
— Les collines de la Terreur.
— Dieu pardonne, moi pas.

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F	de 390 F à 650 F suivant pays

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

Les deux Corée et les grandes puissances

LA nouvelle de la signature d'un traité de paix entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, le 4 juillet dernier, a soulevé une tempête de sarcasmes dans la presse et sur les ondes. « **Voyez,** disait-on en substance, **c'était bien la peine de faire la guerre ; c'était bien la peine de mettre l'humanité à deux doigts d'une troisième guerre mondiale, pour finir par s'entendre aujourd'hui le plus pacifiquement du monde. Un million de morts pour une haine injustifiée puisque désavouée aujourd'hui, quelle stupidité, quelle barbarie » !** Et ces belles âmes de risquer une allusion au Vietnam pour suggérer aux combattants de méditer l'exemple coréen... A vrai dire, ces commentateurs ne manquent pas de cynisme.

L'existence de deux Corée, l'une au Nord dite communiste et l'autre au Sud dite libre, n'a rien, absolument rien à voir avec une quelconque haine ancestrale ou idéologique. La partition de la Corée en deux n'est pas le fruit d'une évolution purement coréenne, c'est la conséquence directe de la monstrueuse association de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique dans la Deuxième Guerre mondiale en vue d'occuper militairement les territoires placés auparavant sous la domination allemande ou japonaise, jusqu'à ce qu'un pouvoir d'Etat y soit établi ou rétabli. Le rôle de cette présence militaire, qu'elle fut russe ou américaine, était de prévenir tous troubles révolutionnaires éventuels. Selon les accords conclus entre pseudo-libérateurs, la Corée, sous domination japonaise, se trouvait dans le lot des pays impartis aux deux armées. Les Russes devaient la « libérer » au nord, les Américains au sud. Il en résulta, bien sûr, une double occupation et la partition provisoire en deux zones d'influence. Quant aux Coréens eux-mêmes, ils ne furent évidemment pas consultés et ils durent s'accommoder de leurs occupants respectifs en attendant qu'une commission mixte russo-américaine vienne à bout du difficile problème de la création d'un pouvoir d'Etat unique. C'était en 1945. Mais bien avant que la commission soit parvenue au bout de ses peines, les « libérateurs » amis de la veille se retrouvaient ennemis et le monde entrait dans la guerre froide. L'artificielle frontière qui séparait provisoirement les deux zones d'occupation devenait du même coup la limite durable non seulement de deux pays, mais de deux camps. Avant de retirer leurs troupes, Russes et Américains devaient chacun mettre en place dans leurs zones respectives des hommes sinon dévoués à leur cause, du moins liés à eux.

C'est ainsi que naquirent au sud la République de Syngman Rhee et au nord la République populaire.

Issues de l'antagonisme fondamental entre Russes et Américains les deux Corée se trouvaient d'emblée sur la ligne de front de la future troisième guerre mondiale. Les Coréens l'apprirent à leurs dépens, quand, enhardis par la victoire de Mao en Chine et la défaite électorale de Syngman Rhee, les nationalistes du Sud et du Nord, crurent le moment venu d'abattre le régime de Séoul et de réunifier le pays sous la houlette du Nord. Ils s'aperçurent bien vite qu'ils n'avaient pas en face d'eux les troupes défaillantes du vieux dictateur, mais les soldats américains sous la bannière de l'O.N.U., aidés par des détachements de plusieurs pays du camp occidental. En 1945, le sort des Coréens avait été réglé sans eux ; en 1950, malgré tous leurs efforts et leurs sacrifices, c'est encore l'intervention des grandes puissances (U.S.A. d'un côté, Chine de l'autre) qui allait modifier le déroulement de la guerre pour aboutir avec l'armistice de Pan Mun Jon au statu quo antérieur. Les Coréens ne pouvaient pas échapper à la situation de guerre froide qui avaient présidé à la naissance des deux Etats.

Et pendant dix-neuf ans, dans cette région du monde, Russes, Chinois et Américains restèrent sur le pied de guerre, par Corée interposées ; cela se traduisit de part et d'autre par l'entretien d'une armée importante, par un état de tension permanent, par des incidents continuels aux frontières, bref par une situation de paix armée.

Aujourd'hui, après le voyage de Nixon à Pékin, puis à Moscou, il apparaît de plus en plus clairement que l'impérialisme américain semble prêt à renoncer à ses efforts de guerre en Asie s'il obtient l'assurance de la neutralisation de cette partie du monde sous le contrôle de la Chine. Dans ce contexte, l'état de guerre larvée entre les deux Corée devient non seulement inutile mais nuisible à la stabilité souhaitée en Asie. La pression des U.S.A. comme celle de la Chine va donc désormais vers la paix. Ira-t-elle jusqu'à la réunification ? Rien n'est moins certain, malgré les déclarations de propagande qui ont entouré la signature du traité de paix.

En fait, l'existence de deux Etats, ayant chacun leur appareil, leur armée, leur police, constitue un obstacle presque infranchissable car une unification ne pourrait se faire qu'au détriment de l'un d'entre eux. Et dans l'état actuel des choses, c'est vraisemblablement le Sud qui ferait les frais de l'unification. Que Park Chung Hee n'y tienne pas, cela est logique, mais les U.S.A. eux-mêmes n'y ont aucun intérêt en l'absence d'un règlement global en Asie. Aussi, l'unification des deux Corée est-elle encore pour longtemps sans doute un ornement de discours ; et les limites du rapprochement actuel sont-elles tracées non par la volonté des Coréens mais par l'état des négociations U.S.A.-Chine.

Colette BERNARD.

La nouvelle politique des deux Corée permettra peut-être au moins de supprimer la guerre larvée aux frontières. (Ph. U.P.I.)

Israël :

HUIT MOIS DE PRISON POUR REFUS DE PORTER L'UNIFORME

UN jeune objecteur de conscience israélien, Giora Neuman, a été condamné à huit mois de prison ferme par le tribunal militaire de Tel Aviv.

Cette affaire avait commencé, il y a plusieurs mois lorsque Neuman et trois de ses camarades renvoyèrent leur livret militaire, à la veille de leur incorporation, accompagné d'une lettre d'explications. Dans celle-ci, ils affirmaient qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre et qu'ils refusaient de servir dans l'armée israélienne tant que celle-ci continuerait d'opprimer les Arabes de Palestine.

Dans un premier temps, Neuman avait accepté d'accomplir ses trois ans de service militaire dans un hôpital ou un autre service public, puis était revenu sur sa décision lorsqu'on lui tint obligation de prêter, de toute façon, serment à l'armée d'Israël.

Dans ses attendus, le tribunal militaire a souligné que rien n'avait été demandé à Giora Neuman qui s'opposât à sa liberté de conscience. Est-ce ironique ? Car pour les haut gradés israéliens, être membre d'une armée qui pourchasse les Palestiniens, les traque, les emprisonne, confisque leurs terres, quadrille leurs villages, leurs villes ou aide à les détruire (comme c'est le cas actuellement de la ville syrienne de Kuneitra, sur le plateau du Golan, qui est en train d'être rasée et sur l'emplacement de laquelle on installera des colons juifs), tout cela ne constitue en rien une entrave à la liberté de conscience. Et c'est donc sûr de lui et le cœur léger que le soldat israélien devrait accomplir cette triste besogne.

Geste courageux de refus individuel plus que geste politique, l'acte de Neuman n'est sans doute guère efficace pour lutter contre l'armée israélienne et son rôle d'oppression. Mais à un moment où tous les grands partis de gauche israéliens ne cessent de tresser des couronnes à leur « armée de défense », le geste de Neuman prend au moins une valeur de symbole : celui d'affirmer face à l'opinion publique, tant israélienne que mondiale, que tous les jeunes Israéliens ne sont pas inconscients du rôle dégradant qu'on leur fait jouer.

J.L.

Socialisme à la yougoslave

Lu dans le « Socialist Worker »
Hebdomadaire du groupe britannique
« International Socialism »

BOB GUCCIONE, le millionnaire qui possède le magazine « Penthouse », s'est vu donner le feu vert du gouvernement yougoslave pour développer l'île de Krk en station de jeux (casino, etc.) pour les hommes d'affaires occidentaux.

L'île, ainsi développée, fut officiellement ouverte la semaine dernière par Guccione, accompagné de ses plantureuses Penthouse girls. Guccione fut accueilli en grande pompe par les « camarades » locaux.

Les responsables du Parti accueillirent Guccione à l'aéroport avec des fleurs. Le secrétaire du Parti Communiste Croate et Mijalko Todorovic — président de la République — en personne, assistaient à l'inauguration le samedi.

Guccione, qui allie dans « Penthouse » l'exploitation du sexe à une violente propagande d'extrême-droite anti-communiste, reconnaît avoir été surpris par l'accueil chaleureux des apparatchiks de Tito.

« La Yougoslavie était un pays vierge, mûr pour une nouvelle industrie touristique » *a-t-il déclaré.* « Je m'attendais à quelques problèmes idéologiques, mais il n'y en eut aucun. Je suis 100 % capitaliste. Le socialisme est pour moi une calamité. S'ils avaient cherché, ils n'auraient pas pu trouver capitaliste plus pur que moi. »

Les dirigeants yougoslaves ont visité, ont apprécié ce qu'ils ont vu et ont donné maintenant entière liberté à Guccione pour photographier des filles yougoslaves en tenue plus que légère. La pureté idéologique n'est pas enfreinte, parce que tout se passe sous contrôle.

Parallèlement, Guccione recherche de nouveaux terrains et envisage l'ouverture d'un bordel masculin à Londres. Apparemment, seuls les bordels féminins y sont interdits. « Je me suis fait des millions avec la chair féminine » *déclare notre viril entrepreneur,* « maintenant, je vais essayer d'en faire autant avec la chair masculine ».

Il est en train d'acquérir une expérience de premier ordre avec la façon dont viennent de se prostituer les membres du Parti yougoslave.

Extrait de *Socialist Worker,*
n° 280 - 15 juillet 1972.

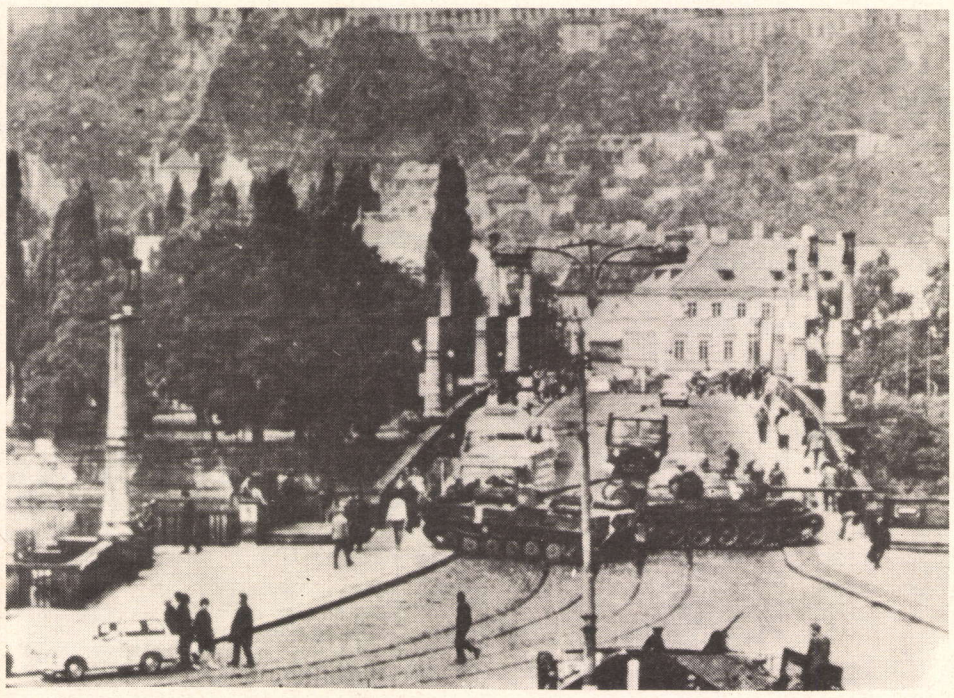
Désaveu des procès de Prague :

Un geste du P.C.F. envers la bourgeoisie

IL aura fallu plus de quatre ans pour que le P.C.F. réitère sa désapprobation de ce qui se passe en Tchécoslovaquie au nom du « socialisme ». Quatre ans — et la signature du programme commun avec le P.S.

Les grands principes socialistes, abondamment invoqués dans le texte du bureau politique, comptent certes pour rien parmi les raisons qui ont poussé la direction du P.C.F. à prendre publiquement position contre les procès en Tchécoslovaquie. En matière de démocratie ouvrière, de liberté, Marchais partage parfaitement les conceptions de Husak, même s'il n'en a pas les moyens.

Cependant, au moment même où Mitterrand venait de lui décerner un certificat d'honorabilité et d'aptitude à participer à un gouvernement bourgeois, le P.C.F. pouvait-il se permettre de donner une preuve aussi évidente, aussi immédiate, de ses liens avec Moscou que l'approbation, fut-elle tacite, des procès de Prague ? A l'égard de Mitterrand, et au travers, à l'égard de toute la bourgeoisie, le Parti devait faire un geste. Il l'a fait.



L'union de la gauche vaut bien un désaveu des chars russes et des procès.
(Associated Press Photo)

Geste qui, politiquement, profite en premier lieu à Mitterrand, qui s'est d'ailleurs empressé le jour même de l'inscrire à son actif. Et pas seulement parce qu'il désamorce les attaques de la droite qui reprochait au chef du P.S. de cautionner finalement ce qui se passe dans les pays de l'Est en cautionnant le P.C.F. Mais surtout, parce que Mitterrand apporte là à la bourgeoisie une preuve supplémentaire que sa politique à l'égard du P.C.F. est payante et, par la même occasion, qu'il est l'homme capable d'intégrer derrière lui le P.C.F. à la vie politique nationale si le besoin s'en fait sentir. Signe, soit dit en passant, du véritable rapport des forces au sein de l'Union de la gauche : le P.C.F. a beau en être l'élément constitutif de loin le plus puissant numériquement, électoralement, c'est Mitterrand qui en est le centre politique et tout ce qui rend l'Union de la gauche plus crédible, est capitalisé avant tout au profit de Mitterrand.

La prise de position contre les procès en Tchécoslovaquie est un événement marquant de plus dans l'évolution qui conduit le P.C.F. à prendre de plus en plus nettement ses distances à l'égard de l'Union Soviétique afin d'être intégré pleinement et entièrement dans la vie politique nationale par la bourgeoisie française. Mais ce n'est certainement pas un événement décisif et personne n'en doute. Pour que le P.C.F. soit considéré par la bourgeoisie comme un parti parfaitement apte à assumer les responsabilités gouvernementales et pour que ces responsabilités lui soient réellement confiées un jour — en dehors des circonstances exceptionnelles comme au lendemain de la guerre — il lui faudra apporter bien d'autres preuves encore et bien plus tangibles.

Il faut que la bourgeoisie française soit entièrement convaincue qu'en cas de conflit entre les deux blocs, le P.C.F. se rangera sans réserves et sans arrière-pensées dans le sien et donc contre celui de l'U.R.S.S. La distance prise à l'égard de Moscou dans la question tchécoslovaque, pour la deuxième fois depuis 1968, est un signe prometteur pour la bourgeoisie que l'évolution se fait dans ce sens — et elle s'en félicite — mais sans plus. Cette distance est cependant encore dérisoire par rapport à ce que la bourgeoisie exige de ceux qu'elle compte sans réserve parmi les siens.

Et quand bien même l'évolution serait plus avancée sur ce terrain qu'elle ne l'est actuellement, il restera toujours au P.C.F. à faire la démonstration sur un autre terrain — au moins aussi important — qu'il est prêt à sacrifier son implantation dans la classe ouvrière si les besoins de la bourgeoisie l'exigent. Qu'il est prêt, le cas échéant, à se laisser déborder sur sa gauche, qu'il ne s'engage sous aucun prétexte dans aucune « aventure », dût-il en payer le prix par son implantation dans les entreprises. Autrement dit, qu'il n'y aura plus de sa part des incartades comme celles d'avril 1947 ou de mai 1968.

Pour mériter d'être un bon parti bourgeois avec les mêmes droits que les autres après avoir été un parti se réclamant du communisme, il faut beaucoup, beaucoup d'efforts. Et le P.C.F. n'est pas au bout de ses peines. Mais lentement, progressivement, en tergiversant souvent, il franchit les pas qui l'amènent vers l'absolution de la bourgeoisie. La déclaration du bureau politique sur les procès en Tchécoslovaquie est un de ces pas.

Georges KALDY.

Bruay en Artois :

LA JUSTICE A DEUX VISAGES

DANS l'affaire de Bruay-en-Artois, le cas Leroy a fait place maintenant au cas Pascal.

De juge, devenu accusé, Pascal, dessaisi de l'affaire et dont la notation administrative a fait une dégringolade spectaculaire, répond aux attaques portées contre lui.

Dans le conflit qui, dès le début de l'enquête l'a opposé à tout son milieu social qui soutenait résolument Pierre Leroy, il s'est défendu en s'appuyant sur l'opinion publique.

L'appareil judiciaire ne lui a pas pardonné de s'être attaqué à un individu d'un milieu social respectable, et ne lui a pas non plus pardonné cet appui sur l'opinion publique. La justice doit se régler entre initiés, et ses méandres ne doivent pas être exposés au grand jour, la population ne doit pas être prise à témoin. Le juge Pascal est maintenant en train de payer pour n'avoir pas respecté les règles de son milieu et de l'appareil auquel il appartient.

L'appareil glacial, impersonnel de la justice reprend ses droits... en montrant au passage qu'il n'est ni rigide ni glacial pour une personnalité comme Pierre Leroy qui a bénéficié de nombreuses complaisances !

Nous ne savons pas plus que les autres si Pierre Leroy est coupable ou non. Mais nous dénions de toute façon le droit à la « Justice » d'exécuter quiconque, même Leroy s'il est prouvé qu'il soit coupable. Si l'assassinat d'une jeune fille de 16 ans est révoltant, il n'est absolument pas « compensé » par un autre assassinat. Nous dénions à la société bourgeoise, terrain sur lequel prolifèrent les crimes, le droit de faire régner une telle « justice ».

Mais il y a de fortes chances que, de toute façon, on n'aille jamais jusque-là avec Pierre Leroy.

Car il y a une « justice » pour les pauvres, les humbles qui n'ont pas de relations, pas de protection et pas d'argent et une « justice » pour les autres. La première ne fait pas de cadeaux, elle est expéditive et infecte. Les atrocités qui se déroulent dans les commissariats et les prisons, et dont quelques échos arrivent à nous parvenir, ne menacent pas des hommes comme Pierre Leroy. Les vexations, les brimades, les coups, les tortures sadiques de certains policiers et des « matons » sont réservés aux pauvres, aux opprimés. D'ailleurs, les autres, on ne les trouve pratiquement pas dans les prisons, car la loi est faite pour eux. L'appareil judiciaire est un appareil de classe, fait par les riches, pour les riches, pour les protéger des pauvres. C'est un appareil de classe, depuis le haut jusqu'en bas, et en fait tout le monde le sait.

Le juge Pascal, par conscience peut-être, ou par amour-propre, a été amené à se dresser contre les siens. Il s'est fait taper sur les doigts et clouer le bec.

Maintenant le juge Pascal nous dit qu'il est partisan d'une justice publique :

« Pourquoi nous cachons-nous des gens ? Pourquoi cette justice secrète, cette justice d'inquisition qu'on veut nous faire pratiquer ? Tout peut être public dans notre travail. Nous devrions tous instruire et juger sous le contrôle du public. Et, quand nous avons fini notre travail, qu'ils nous jugent pièces en main, comme on critique toute autre œuvre. » *(Cité dans* Le Nouvel Observateur.*)*

Mais cela fait vingt et un ans que Pascal est dans la magistrature et, bien qu'il ait déclaré — au Nouvel Observateur *— que, dès sa jeunesse, il avait cherché à ce que la justice change, son ardeur actuelle semble pour beaucoup due aux circonstances. Mis sur la sellette, il se défend comme il peut. Mais a-t-il beaucoup mis ces nobles idées actuelles en pratique au cours de ses vingt et un ans de carrière qui lui ont permis d'arriver à la situation de premier juge d'instruction à Béthune ? Et il n'est bien sûr jamais trop tard pour bien faire, mais ce n'est pas une plus ou moins grande publicité faite autour de l'instruction comme le voudrait Pascal, qui peut suffire à rendre la justice meilleure. Car c'est tout l'appareil de la justice, cet appareil de classe, qu'il faut abattre, et cela ne sera possible qu'en abattant la domination de classe elle-même.*

Pour le moment la « Justice » reprend ses droits. Le juge parisien Sablayrolles qui poursuit l'instruction saura faire respecter les règles du milieu auquel il appartient et qu'il est chargé de défendre. Il n'y a pas de danger qu'il s'appuie sur l'opinion publique. Et quant à la clarté qui doit être faite sur l'affaire Leroy, on peut lui faire confiance, il a des références en ce domaine : il avait déjà participé à l' « éclaircissement » de l'affaire Ben Barka et ce à un point tel que personne n'a jamais pu savoir ce qui s'était passé...

Geneviève LAGRANGE.

Le blocage de lutte ouvrière par le

CE QUI L

LE mur du silence s'est enfin brisé. Le mauvais coup que le Comité Intersyndical du Livre Parisien C.G.T. (ou plutôt les membres du P.C.F. qui contrôlent ce Comité a commis contre la diffusion de notre journal n'est pas passé inaperçu. Le blocage de Lutte Ouvrière, **sur l'ordre du syndicat C.G.T.-N.M.P.P. du Livre, est devenu une affaire publique. Les organisations syndicales et les partis politiques de gauche ont pris nettement position contre une telle pratique tandis que l'ensemble de la presse qui se réclame du mouvement ouvrier et de l'idéal socialiste (à l'exclusion de celle du P.C.F. bien entendu) s'est solidarisée avec** Lutte Ouvrière. **En fait, le sabotage de la diffusion de notre hebdomadaire est devenue une affaire de démocratie pour l'ensemble du mouvement ouvrier à tel point que la grande presse et la radio (Europe n° 1 et France Inter) en ont fait état à différentes reprises.**

NON AU CHANTAGE !

Pour justifier leurs décisions, les dirigeants du syndicat du Livre C.G.T. ont déclaré, à plusieurs reprises, que le contenu de Lutte Ouvrière **n'était pas en cause mais qu'il s'agissait en l'occurrence, en bloquant la diffusion de l'hebdomadaire, d'obliger les militants et sympathisants de** L.O. **qui animent des journaux d'entreprise de notre tendance dans différents centres des N.M.P.P. à cesser cette activité.**

C'est d'ailleurs la proposition, ou plutôt le chantage, que nous fait, depuis maintenant plus d'un mois, le P.C.F. par le biais de ses militants du Comité Intersyndical du Livre. « Arrêtez vos bulletins d'entreprise et nous assurerons la diffusion normale de votre hebdomadaire » **nous disent-ils en substance.**

Ce marché, le syndicat C.G.T. du Livre nous l'a fait d'abord transmettre par la direction des N.M.P.P., ensuite par un directeur de France-Soir **choisi comme « Monsieur bons offices ».**

A chaque fois, nous avons refusé catégoriquement de céder à ce chantage. D'abord parce que nous n'avons pas pour habitude de céder à un chantage, d'où qu'il vienne. Ensuite parce que, en tant que tendance révolutionnaire, nous n'avons nullement l'intention de laisser au P.C.F. le monopole du terrain des entreprises.

Et de ce point de vue, le marché que nous propose le P.C.F., par C.G.T. et patronat du Livre interposés, ne nous étonne nullement. Il y a maintenant des années que le P.C.F. a tenté, par tous les moyens (depuis les coups, l'appel à la police, les campagnes de calomnies ou la demande de licenciements des militants révolutionnaires), de s'opposer à l'implantation des idées et des organisations révolutionnaires au sein de la classe ouvrière. Et parce que notre tendance tendait toutes ses forces vers ce but, elle a été très tôt en butte à des agressions constantes de l'appareil stalinien. Avant mai 1968, alors que nous étions pratiquement les seuls à effectuer ce travail au sein de la classe ouvrière, la C.G.T. ne se gênait pas pour utiliser contre nos militants et nos diffuseurs « la violence, la barre de fer, l'insulte ou les tentatives de représailles physiques », autant de méthodes qu'elle fait mine aujourd'hui de nous reprocher d'employer à son égard.

Les démocrates avancés de la C.G.T. ne sabotent tout de même pas la diffusion de tous les hebdomadaires. (Ph. L.O.)

N.M.P.P. : les faits et la calomnie

RAPPELONS brièvement les faits qui sont à l'origine du blocage. Le 6 juin, devant la porte du centre de La Villette, trois diffuseurs (deux filles et un garçon) du bulletin **Lutte Ouvrière** sont attaqués par une vingtaine de militants de la C.G.T. et du P.C.F. qui arrachent les tracts et malmènent un diffuseur.

Le tract en question ne contenait pas plus que tous ceux qui l'avaient précédé, la moindre injure ou la moindre menace à l'égard de la C.G.T. (il appelait simplement les travailleurs des N.M.P.P. à se joindre à la grève du 7 juin qui, on s'en souvient, était organisée par la seule C.G.T.).

Le 9 juin, nous protestions par tract contre cette agression. De nouveau, les nervis accoururent, mais devant la présence d'une douzaine de nos sympathisants bien décidés à faire respecter la démocratie ouvrière, ils renoncèrent à la bagarre. C'est à quelques jours de là qu'ils adoptèrent une nouvelle tactique : le chantage au blocage de notre journal.

La C.G.T. du Livre n'est guère pointilleuse à l'égard des méthodes qu'elle utilise, et cela pas seulement vis-à-vis de nous. Ainsi, la C.F.D.T. en a-t-elle également été victime.

Lors de la manifestation commune C.G.T.-C.F.D.T. du 23 juin, des démocrates musclés du P.C.F. et de la C.G.T. du centre du Charolais ont bousculé des militants de la C.F.D.T. et arraché certaines de leurs pancartes.

Tout récemment encore, au centre N.M.P.P. de Bobigny, un syndicaliste de la C.F.D.T. qui voulait intervenir publiquement dans une assemblée pour protester contre le blocage de notre journal n'a pu le faire à cause de l'obstruction provoquée par la C.G.T.

Tous ces faits sont probants. Les dirigeants C.G.T. du syndicat du Livre mentent et sont persuadés qu'ils pourront faire taire par la violence ceux qui ne partagent pas leur opinion.

Ils s'imaginent également pouvoir abuser de leur position majoritaire au sein de la plupart des centres N.M.P.P., en espérant entraîner les travailleurs sur leur terrain. Mais les travailleurs commencent à manifester leur lassitude et leur agacement devant les procédés que la C.G.T. voudrait leur faire endosser. Et ils sont de plus en plus nombreux à réprouver ces méthodes ainsi que l'avenir le montrera aux dirigeants C.G.T. du syndicat du Livre.

A.V.

Des protestations u

Communiqué de la C.F.D.T. Fédération du Livre Papier-Carton

La F.F.T.L.-C.G.T. et le droit d'expression

A plusieurs reprises le Syndicat Parisien du Livre C.G.T. et notamment la section des Messageries de la Presse Parisienne ont bloqué la distribution du journal *Lutte Ouvrière.*

La Fédération du Livre C.F.D.T. s'élève contre ces atteintes intolérables au droit d'expression. La Fédération C.F.D.T. considère qu'elle n'a pas à prendre position sur l'appartenance ou les positions du journal incriminé par la C.G.T., mais qu'au contraire une organisation, qui se veut et se dit démocratique, doit en faire la preuve non seulement dans ses écrits et ses paroles, mais surtout dans ses actes.

La F.F.T.L.-C.G.T. qui prétend être une organisation démocratique, fait preuve là encore que ce mot n'est pour elle qu'une parade. Ces pratiques dans une entreprise qui possède le monopole de la distribution, sont indignes de la part de syndicalistes et inacceptables de la part de démocrates.

Mais ces méthodes ne sont pas pour étonner la Fédération du Livre C.F.D.T. C'est tous les jours et dans un autre domaine, celui du droit syndical, que les travailleurs du Livre C.F.D.T. ont à affronter ces mêmes pratiques venant de la F.F.T.L.-C.G.T., monopole d'embauche, mise à l'index des militants C.F.D.T., refus d'unité d'action, pression sur les directions, sont monnaie courante.

S'élevant une nouvelle fois contre l'ensemble de ces manœuvres provenant de la C.G.T., solidaires de tous ceux qui soutiennent la démocratie et le combat pour un véritable socialisme, la Fédération du Livre C.F.D.T. invite tous les travailleurs du Livre, et ceux des N.M.P.P. en particulier, à boycotter les consignes qui leur sont adressées, consignes indignes d'une organisation syndicale.

Paris, le 26 juillet 1972.

Organisations et périodiques d'extrême-gauche

Informés de la décision du Syndicat du Livre C.G.T. de « stopper la traitance de l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* » dans les centres de Messageries des N.M.P.P., et du blocage effectif de plusieurs numéros de ce périodique, les journaux, les responsables de publication et les organisations soussignés :

— protestent contre une telle décision, qui vise à remplacer la libre discussion des divergences au sein du mouvement ouvrier par des méthodes de censure incompatibles avec les idéaux et les traditions socialistes,

— estiment que l'utilisation de tels procédés ne peut qu'aider le pouvoir gaulliste dans ses tentatives répétées de s'opposer à la libre diffusion de la presse ouvrière et révolutionnaire,

— affirment leur volonté de tout mettre en œuvre pour la défense du droit à l'expression de toutes les tendances du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

ROUGE, hebdomadaire de la Ligue Communiste (Section Française de la IVe Internationale),
LUTTE OUVRIERE,
TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U.,
L'INTERNATIONALE, mensuel de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire,
LA CAUSE DU PEUPLE,
ACTION, mensuel des Centres d'Initiative Communiste,
UNIR-DEBAT,
Paul NOIRAUT, rédacteur en chef de *POLITIQUE-HEBDO,*
Alliance des Jeunes pour le Socialisme,
Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IVe Internationale).

Communiqué des syndicats de journalistes

Les syndicats nationaux de journalistes, Syndicat National des Journalistes (S.N.J.), F.O., C.F.D.T. constatent que la diffusion normale par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (N.M.P.P.) de l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* n'a pu être assurée hier pour la quatrième fois.

Cette situation résulte des consignes d'obstruction données par certains responsables du Comité Intersyndical C.G.T. du Livre parisien.

Quelle que soit la nature du conflit qui oppose ce syndicat à *Lutte Ouvrière,* et la part de responsabilité qui incombe à chacune des parties en cause, le blocage d'un journal ne peut être accepté comme moyen de rétorsion.

Les syndicats de journalistes S.N.J., C.F.D.T. et F.O. s'élèvent contre une telle mesure qui va directement à l'encontre de l'exercice de la liberté de la presse.

Ils demandent en conséquence que soit, sans délai, mis un terme à cette pratique étrangère au combat syndical.

André BERGERON Secrétaire général de la Confédération C.G.T.-Force Ouvrière

Prenant la parole à Cahors le 26 juillet, André Bergeron, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., a notamment déclaré à propos du blocage de *LUTTE OUVRIERE* par le syndicat C.G.T. des N.M.P.P. :

« Tout le monde sait que je ne partage nullement les convictions des groupes trotskystes, mais le comportement du syndicat C.G.T. est intolérable. Je me demande en vertu de quel principe et de quelle

syndicat C.G.T.-N.M.P.P. du Livre

ES GENE

Mais ce reproche n'est qu'un mensonge. Mensonge aussi l'affirmation d'un dirigeant du Livre C.G.T. qui, le mardi 25 juillet, déclarait à 19 h sur les ondes d'Europe n° 1 que nous menaçions de mort des militants cégétistes. La C.G.T. en vient à confondre les méthodes qu'elle affectionne avec les nôtres.

Nous avons toujours protesté contre la terreur que la direction de la C.G.T. et le P.C.F. tentaient d'instaurer dans la classe ouvrière. Nous continuerons à le faire. Et d'ailleurs, nous avons mis publiquement au défi la C.G.T. du Livre de produire un seul tract signé Lutte Ouvrière **qui insulte ses militants et** a fortiori **les menaces de mort ou de quoi que ce soit d'autre. Elle en est bien incapable et pour cause puisque de tels tracts n'ont jamais existé, car nous n'avons jamais confondu lutte des idées et agression physique.**

Ceci dit, dans le Livre comme ailleurs, nous continuerons à critiquer la politique de la C.G.T. lorsque celle-ci tournera le dos aux intérêts élémentaires des travailleurs.

POURQUOI ATTAQUER

LUTTE OUVRIERE ?

Mais que nous soyons le premier, et pour l'instant le seul, journal révolutionnaire à faire les frais d'une telle mesure de rétorsion de la part des staliniens n'est pas un fait fortuit.

Depuis mai 1968, les journaux qui se réclament des idées révolutionnaires se sont multipliés. Et tant le P.C.F. que la C.G.T. sont bien incapables aujourd'hui d'interdire leur diffusion et leurs ventes.

Par contre, au niveau des entreprises, le développement du mouvement révolutionnaire a été infiniment plus modeste. Et les lieux de production restent encore le bastion pratiquement incontesté du P.C.F. C'est pourquoi le P.C.F. veut interdire la présence d'une presse politique révolutionnaire au niveau des usines. Et autant il feint d'ignorer les militants gauchistes qui s'en tiennent à une activité purement syndicale, autant il ne peut supporter la critique politique ouverte et publique devant l'ensemble des travailleurs. Car, là, il ne veut pas avoir d'ennemis sur sa gauche.

A ce niveau, l'appareil stalinien veut freiner, voire bloquer, tout développement du mouvement révolutionnaire par des méthodes de violence, ouverte ou voilée. C'est d'ailleurs pourquoi les militants du P.C.F. des N.M.P.P. espéraient nous faire mettre les pouces, pensant qu'entre la diffusion de notre hebdomadaire et un modeste bulletin d'entreprise, nous n'hésiterions pas un seul instant à saborder le bulletin d'entreprise.

Mais ils se sont trompés lourdement. Pour nous, les centaines de milliers de travailleurs qui, chaque mois, lisent notre presse d'entreprise, sont la base essentielle de notre activité. Et nous n'avons nullement l'intension de les abandonner, fût-ce au prix d'une mauvaise diffusion de notre journal.

Que les staliniens ne s'y trompent donc pas : chacune de nos publications d'entreprise nous est aussi précieuse qu'un journal imprimé diffusé à l'échelle nationale. C'est pourquoi nous ne pouvons que leur répéter encore une fois : « Avec l'aide de tous les travailleurs conscients, NOUS NE CEDERONS PAS A LEUR CHANTAGE ».

nanimes

morale un syndicat quel qu'il soit s'arrogerait le droit de saborder la diffusion d'une publication. On voit où cela pourrait mener. »

Déclaration du Parti Socialiste

Le secrétariat du Parti Socialiste fait connaître sa vive désapprobation à l'égard des décisions prises par le Comité Intersyndical du Livre Parisien pour empêcher la distribution de *Lutte Ouvrière* par les messageries de presse. Il estime qu'il s'agit là d'une grave atteinte à la liberté d'expression. Il saisira de cette affaire les organisations syndicales intéressées.

Il n'y a pas de socialisme sans liberté

Les soussignés, informés du blocage de plusieurs numéros de *Lutte Ouvrière* dans les dépôts N.M.P.P. sur ordre du syndicat C.G.T. du Livre :

— protestent contre une telle attitude qui vise à remplacer la libre discussion au sein du mouvement ouvrier par des méthodes de censure inadmissibles de la part d'une organisation qui se réclame de la classe ouvrière,

— dénoncent des procédés qui entravent la libre diffusion de la presse ouvrière la menaçant ainsi dans son existence même,

— affirment leur volonté de tout mettre en œuvre pour la défense du droit à l'expression de toutes les tendances du mouvement ouvrier.

IL N'Y A PAS DE SOCIALISME SANS LIBERTE.

Premiers signataires :
Roger BLIN,
Marguerite BONNET,
Robert CHAPUIS, membre du Bureau National du P.S.U.,
Antoine COMTE, avocat à la cour,
Serge DEPAQUIT,
Patrick GANCEL, membre du Bureau National du P.S.U.,
Jean-Luc GODARD,
Jean-Pierre GORIN,
Charles HERNU, président du Club des Jacobins,
Yves JOUFFA, avocat à la cour,
Alain KRIVINE,
Henri LECLERC, avocat à la cour,
Michel LEIRIS,
Gilles MARTINET,
Daniel MAYER, président de la Ligue des Droits de l'Homme,
François MASPERO,
Maurice NADEAU,
Pierre NAVILLE,
Michel PICCOLI,
Paul PARISOT, journaliste,
Michel ROCARD, député, secrétaire national du P.S.U.,
Maurice ROCHE,
Maxime RODINSON,
Jean SCHUSTER, groupe surréaliste,
Geneviève SERREAU,
Jean-Pierre VIGIER.

La C.G.T., le P.C.F. :

LES PROMESSES... ET LES ACTES

VOICI maintenant plus d'un mois que sur ordre des militants du P.C.F. du Comité Intersyndical C.G.T. du Livre Parisien la distribution de Lutte Ouvrière *est fortement perturbée dans toutes les villes de province.*

A plusieurs reprises, dans les colonnes de l'Humanité, *le P.C.F. s'est félicité de ce blocage. Le 20 juillet par exemple, on pouvait lire dans un article :*

« L'expédition de *Lutte Ouvrière* a donc été stoppée deux fois. Elle pourrait l'être une troisième fois si les groupuscules trotskystes ne se décidaient pas à ficher la paix aux travailleurs des Messageries. *En l'occurrence les « travailleurs des Messageries » en question étaient les militants du P.C.F. qui n'apprécient pas le travail d'agitation et de propagande systématiques que nos militants et sympathisants des N.M.P.P. accomplissent auprès de leurs camarades de travail.*

Le 26 juillet, l'Humanité *revenait à la charge en publiant, sans commentaire, un communiqué du Comité Intersyndical du Livre Parisien qui déclarait que* « les travailleurs du Livre sont restés dans la pure tradition en répondant par la grève à ceux qui les provoquent ». *Outre que le premier blocage a commencé avant même que les travailleurs des N.M.P.P. en soient informés dans leur majorité, ce qui donne un caractère assez étrange à ce que* l'Humanité *ose appeler une grève, il faut souligner que les ouvriers des N.M.P.P. à l'exclusion d'une poignée de membres du P.C.F., n'ont jamais considéré nos distributions de tracts comme une provocation.*

Quoi qu'il en soit la C.G.T. et le P.C.F. ordonnent, justifient et encouragent le blocage de notre hebdomadaire. Ce qui n'est pas sans quelques contradictions avec les positions adoptées tant par le P.C.F. que la C.G.T. sur la libre diffusion de la presse en général et de la presse ouvrière en particulier (il y a loin entre ce que ces gens disent et ce qu'ils font).

Ainsi dans son programme « Changer de cap », le P.C.F. écrivait (page 128) :

« La liberté de la presse sera garantie. Cette garantie s'étendra aussi bien au régime administratif, judiciaire et fiscal qu'à tous les moyens nécessaires à la presse, de telle sorte que celle-ci soit préservée de l'ingérence des puissances d'argent. Les entreprises nationales actuelles ou celles qu'il conviendra de créer pour assurer cette indépendance de la presse, seront gérées démocratiquement. »

Cette idée est d'ailleurs reprise dans « Le programme commun de gouvernement » adoptée le 26 juin 1972 par le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste et qui vient d'être édité en livre de poche. On peut y lire dans le chapitre V intitulé « Le droit à l'information » :

« Le droit à l'information est un droit de l'individu et une donnée de la démocratie... Le statut des N.M.P.P. sera modifié de manière à le soustraire à l'emprise du groupe Hachette et à assurer des garanties démocratiques à la distribution de la presse. »

Comme on le voit aujourd'hui, soustraire la N.M.P.P. à l'emprise du groupe Hachette ne sera pas suffisant, en soi, pour garantir la liberté de la presse, du moins de la presse révolutionnaire. Car comme l'a fait fort justement remarqué L'Unité, l'hebdomadaire du Parti Socialiste, la *C.G.T. bloque* L.O. *mais n'a jamais bloqué un journal raciste comme* Minute.

Cette « idée de « liberté de la presse » est d'ailleurs reprise dans un tract imprimé de quatre pages largement distribué par le P.C.F. et qui s'intitule : « Un programme pour la France avec les Français ». *Dans ce tract, qui se veut un résumé du programme commun, on peut lire :*

« L'O.R.T.F. assurera l'accès des citoyens à l'information et garantira l'exercice de la liberté d'expression et de confrontation des courants d'opinion. La liberté de la presse sera assurée. »

Quant à la C.G.T., elle n'est pas en reste. Outre qu'elle soutient le programme commun P.S.-P.C.F., la Confédération a publié, en avril 1972, une brochure qui s'intitule « La crise de la presse. Les solutions de la C.G.T. ». *Cette brochure, qui porte en exergue la formule* « Rapport de synthèse du groupe de travail C.G.T. sur les conditions de la liberté d'expression », *énonce :*

« Le système actuellement en vigueur pour assurer la diffusion de la presse est entre les mains d'un monopole. La liberté de la presse suppose aussi la liberté de diffusion. En conséquence *la nationalisation du trust Hachette et la mise en place d'un service public de distribution pour l'ensemble du pays* se pose de manière impérative afin que la presse ait l'assurance d'être diffusée en toute liberté.

Le service public, tout en remplissant la mission de prestataire de service, devra tenir compte pour les frais d'expédition et de routage, des ressources publicitaires, du poids, etc. des journaux selon un barème modulé permettant à ceux qui ne disposent pas de publicité de bénéficier des tarifs les plus favorables. »

Belles promesses que devrait appliquer dès maintenant, dans la mesure de ses possibilités, le Comité Intersyndical C.G.T. du Livre Parisien.

Mais, quoi qu'il en soit, il y a loin des promesses aux actes. Et de nombreux travailleurs sont désormais conscients qu'une véritable liberté de la presse pour la classe ouvrière ne s'obtiendra pas seulement en arrachant la presse aux monopoles qui contrôlent tant sa confection que sa diffusion mais également en combattant ceux qui, au sein du mouvement ouvrier, veulent, par des méthodes de gangsters, imposer une censure qu'aucun travailleur conscient n'est prêt à accepter.

J.L.

La colère des paysans d'Auvergne et du Limousin

APRES les producteurs de lait bretons, les paysans d'Auvergne et du Limousin ont montré leur mécontentement.

Le malaise qui couvait depuis plusieurs semaines s'est récemment aggravé après que la direction et le Conseil d'administration de la Coopérative Laitière d'Auvergne aient refusé de discuter avec les paysans.

Ces derniers demandent d'abord que le prix indicatif du lait à la production (59 centimes le litre) soit respecté.

En fait, la C.L.A. ne le paie que 50 centimes ; et le revend 1,05 F aux consommateurs.

Ils réclament aussi le « rattrapage » au prix d'hiver des mois de mars et avril.

Enfin, il faut souligner que dans certains cantons, le lait n'a pas été payé depuis le mois de mars. On le voit, il s'agit là de revendications très légitimes pour ces producteurs qui, pour la plupart, vivent sur de petites exploitations familiales et retirent l'essentiel de leurs revenus de la vente du lait.

Poussés à bout par l'intransigeance de la direction de la C.L.A., les paysans du Puy-de-Dôme ont décidé de s'organiser et de riposter.

Différentes actions ont alors été mises sur pied à travers tout le département :

— à Néronde, une centaine de producteurs se sont rassemblés devant la coopérative annexe. Le gérant de cette coopérative, obéissant en cela aux ordres de la direction régionale, refusa de prendre en considération leurs revendications.

Pour marquer leur mécontentement, les paysans déversaient alors le contenu des citernes de lait dans les champs.

— à la même heure, à Fournols, au cours d'une autre manifestation, d'autres citernes étaient aussi interceptées et vidées ;

— à Laqueuille, quatre-vingts producteurs en colère occupaient la coopérative pour obtenir une entrevue avec le gérant.

Mais la manifestation la plus importante avait lieu à Gerzat, au siège régional de la C.L.A. Les producteurs, rassemblés devant la coopérative dont ils bloquaient les portes, envoyaient une délégation qui était enfin reçue par le directeur, mais la discussion n'aboutissait pas et la direction de la C.L.A. demandait l'intervention des flics. C.R.S. et gardes mobiles dispersaient alors la manifestation et faisaient entrer les camions dans la coopérative.

Malgré cela, les paysans ne s'avouent pas battus et ils sont décidés à poursuivre leur action.

Correspondant L.O.

Paysans bretons en colère, en juin 1972. (Ph. E. Kagan)

P.T.T. (Paris P.L.M.)

Un mort et toujours pas d'infirmerie

SAMEDI 15 juillet, un employé du service Avion tombait évanoui. Comme il n'y a même pas une infirmerie au P.L.M., ce camarade ne put recevoir aucun soin urgent. Il fallut, comme toujours en pareil cas, attendre que Police-Secours arrive et l'emmène à l'hôpital. Cinq minutes après son départ, on nous téléphonait qu'il était mort.

Ce décès a encore mis en relief l'absence du moindre service d'urgence.

Comment se fait-il que dans une entreprise de l'importance du P.L.M. il n'y ait aucun personnel médical, même pas une infirmerie ? Ce centre de tri, le plus important de Paris, emploie près de 3 000 employés : pour un tel personnel, toute entreprise privée serait obligée par la loi d'avoir au moins une infirmerie avec deux infirmières, un médecin présent trente heures par semaine et un service de garde de nuit (les brigades de nuit sont presque aussi nombreuses que celles de jour). Mais la Fonction publique a le triste privilège de ne pas être soumise à cette loi.

Et puisque ce n'est pas obligatoire, la direction du P.L.M. s'est toujours refusée à prendre ces mesures de sécurité élémentaires. Pourtant, cela fait des années que les travailleurs du centre réclament l'installation d'une infirmerie.

A peine trois semaines avant ce décès, une employée de la ligne était prise d'un malaise. Ses camarades de travail durent l'étendre sur des sacs (les sacs de lettres poussiéreux sont, au P.L.M., le seul « lit » où l'on puisse étendre un malade) et s'occuper eux-mêmes de lui prodiguer comme ils purent quelques soins. Après cet incident, les syndicats firent signer une pétition dénonçant le manque de soins dont fut victime cette camarade et demandant une fois de plus l'infirmerie. Et le bulletin Lutte Ouvrière **de l'entreprise écrivait :** « Faudra-t-il attendre qu'un camarade accidenté meure par faute de soins pour que la direction du P.L.M. décide enfin de faire quelque chose ? ».

Sans doute est-il impossible d'affirmer que l'existence d'une infirmerie aurait permis de sauver notre camarade. Mais l'absence de toute possibilité de soins d'urgence n'en est pas moins scandaleuse.

Correspondant L.O.

POUR LES POMPISTES DE LA B.P. PAS DE GARANTIE DE L'EMPLOI

POUR être embauché comme vendeur de station-service à la S.F.B.P., il faut fournir un extrait de casier judiciaire et deux photos d'identité et accepter d'être affecté, d'un jour à l'autre, dans n'importe quelle station-service du district de la région parisienne, ce qui peut représenter jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de déplacement sans aucune indemnité.

Ensuite, on vous prend un mois à l'essai. Vous êtes alors relativement bien payé, bien qu'effectuant 42 heures de travail pour 40 heures payées, la B.P. considérant que le pompiste, s'il est présent pendant 42 heures, ne travaille pas sans discontinuer durant tout ce temps.

Mais la grosse surprise, la B.P. vous la réserve à la fin du mois d'essai. Car, alors, elle vous fait signer un contrat d'un mois seulement qu'elle renouvelle ou non (rien ne l'y oblige) mois après mois. Ainsi, même si vous remplissez correctement votre travail, la B.P. peut ne pas renouveler ce contrat mensuel, et vous mettre à la porte sans préavis et sans indemnités.

En théorie, vous êtes titularisé au bout de douze mois de présence, ce qui représente un avantage pécuniaire et surtout l'obligation pour la B.P. de donner un préavis en cas de licenciement. Mais pratiquement, la B.P. ne titularise plus. Le onzième mois, tout simplement, elle ne renouvelle pas le contrat. Un tel procédé lui donne la possibilité de licencier à tout moment et sans problème n'importe lequel de ses employés, et de maintenir ainsi l'ensemble de son personnel sous la menace permanente du licenciement.

Si la dispersion des pompistes et leur isolement dans chaque station-service rendent la lutte contre cette scandaleuse situation difficile, la suppression de ce système de contrat provisoire renouvelable durant onze mois reste le premier objectif pour la défense de cette catégorie professionnelle.

Correspondant L.O.

Un patron "social" à l'œuvre

LE Centre Routier est à Bourges une entreprise de transports et déménagements qui loue également du personnel de manutention. La S.N.I.A.S. de Bourges, où les charges de travail ont baissé ces derniers mois, a décidé de se passer du personnel du Centre Routier, et de faire effectuer les travaux de manutention par les ouvriers de l'Aérospatiale.

Ainsi, le Centre Routier vient de licencier vingt-quatre ouvriers. Pourtant, ceux qui restent continuent à faire un travail très dur, pendant 45 ou 50 heures par semaine.

Au Centre Routier, il n'y a aucun syndicat, et la C.G.T. de la S.N.I.A.S., déjà peu efficace dans les limites de l'entreprise, s'est bornée à adresser une lettre recommandée au directeur et à trouver l'inspecteur du Travail, sans résultats.

Papin, directeur du Centre Routier, qui avait déjà écrit à Lutte Ouvrière *pour dire que ses ouvriers vivaient dans une sorte de petit paradis, ne manque pas de culot. Aujourd'hui, vingt-quatre ouvriers sont sur le pavé, sans gagne-pain, pendant que d'autres continuent, 45 ou 50 heures par semaine à accroître les profits de M. Papin.*

Correspondant L.O.

Roussel-Uclaf (Romainville)

Licenciements camouflés et répression

EN novembre dernier, la direction Roussel-Uclaf annonçait son intention de supprimer 205 postes dans les établissements de Romainville. Depuis cette date la direction a entretenu volontairement une atmosphère d'insécurité et poussé de nombreux travailleurs à la « démission ». Ainsi au 30 juin 1972, le nombre de travailleurs ayant quitté l'usine atteignait 365 — nombre supérieur aux 205 suppressions de postes prévues.

Parallèlement, l'activité de l'usine tournant à 100 % — notamment la Fabrication 4 — les cadences s'accéléraient, les heures supplémentaires étaient quasiment imposées (jusqu'à 52 heures par semaine — obligation pour la Fabrication de travailler le 14 juillet, etc.) et la sécurité quotidiennement bafouée, la direction se voyait contrainte de faire appel à des intérimaires — plus de 400 à ce jour répartis dans tous les secteurs de l'usine — mais ne renonçait pas pour autant à son projet de licenciement et annonçait le 27 juillet au Comité d'Entreprise :

« Il reste encore 76 emplois à supprimer, nous décidons :

— 13 mises à la retraite d'ici la fin 1972 ;

— 25 mises à la pré-retraite *(avec une perte de salaire de 30 % environ) ;*

— 38 mutations à l'intérieur du groupe, dans la région parisienne *(sans garantie du maintien de la classification et du salaire). »*

Ainsi donc les manœuvres de la direction ont réussi. Le projet des 205 suppressions de postes est largement dépassé, sans qu'il y ait eu un seul licenciement à prononcer.

En même temps qu'elle réalisait son projet de licenciement, la direction accentuait la répression dans l'usine : provocation continuelle des flics dans et en dehors de l'usine, isolement des travailleurs combatifs et militants, avertissements (pour avoir lu un tract pendant les heures de travail, ou pour avoir refusé de décliner son identité à un surveillant par exemple), amendes sur salaires (pour absence « injustifiée » ou fait de grève), entrave à l'activité des délégués du personnel, dernièrement licenciement d'un magasinier déclaré inapte aux travaux pénibles par le médecin du travail, à la suite d'un accident de travail, etc.

Si la direction s'est d'abord attachée à éliminer les militants « gauchistes » et les plus combatifs, elle s'attaque aujourd'hui ouvertement à la C.G.T. et au P.C.F. en la personne de Denise Delcambre, déléguée du personnel C.G.T., conseillère municipale de Romainville et l'une des premières responsables du P.C.F. dans l'entreprise. La direction qui cherche à la licencier, lui reproche d'avoir volé cinq litres... d'eau distillée pour alimenter la batterie de sa voiture. Denise Delcambre était précisément chargée du contrôle de la pureté de cette eau distillée. Sur un bidon de cinq litres qu'on lui fournissait, elle en prélevait un peu pour le contrôle et devait jeter le reste à l'égout. Elle a préféré l'utiliser pour sa voiture. On mesure l'énormité du préjudice subit par la maison : il est strictement nul !

Pourtant la direction n'a pas reculé devant les méthodes les plus basses pour accuser cette militante : filature, perquisition par un flic de l'usine de sa voiture personnelle et convocation du C.E. pour statuer sur son licenciement le 8 août, alors que Denise Delcambre et plus de la moitié des travailleurs de l'usine sont en vacances depuis la fin juillet.

La C.G.T. et le P.C.F. qui ont laissé licencier sans les défendre des militants révolutionnaires — en les dénonçant comme « gesticulateurs », en les accusant de complicité avec le patron et qui voient maintenant leurs militants menacés à leur tour ne font ainsi que récolter ce qu'ils ont semé.

Ils se trouvent aujourd'hui dans une situation rendue plus difficile pour défendre Denise Delcambre. Cependant si la direction compte sur les vacances pour faire ces mauvais coups, les travailleurs peuvent lui réserver des surprises à la rentrée car ils savent bien qu'au travers de tel ou tel dirigeant syndicaliste, c'est l'ensemble des travailleurs que vise la direction.

Correspondant L.O.

Régie Renault

Un sacré pastis

LA direction de la Régie a mal digéré l'arrosage du programme commun offert par le P.C.F. aux ouvriers de la Régie. Prenant prétexte de ce que les militants du P.C.F. avaient fait cet arrosage dans certains ateliers, elle a pris des sanctions envers des délégués C.G.T. membres du P.C.F. pour « introduction de boissons alcoolisées dans l'usine ».

Dreyfus préférerait-il le whisky au Ricard ?

(Ph. Kagan)

Ainsi, au département 49, où l'arrosage s'était fait à l'entrée de la cantine, la direction a infligé deux jours de mise à pied à trois délégués. Et, malgré les protestations de la C.G.T., malgré un meeting tenu dans l'atelier devant cent cinquante travailleurs, la direction a maintenu les sanctions et les délégués ont effectué leur mise à pied.

Depuis, la direction a convoqué, seuls, les représentants de la C.G.T. à l'échelle de l'usine. Tout le monde se doute qu'au centre des conversations il y aura ce « pastis électoral », bien que ni la direction, ni la C.G.T., ne l'aient dit ouvertement. La C.G.T. a poussé les hauts cris en disant que jamais au grand jamais elle n'irait discuter seule, sans les autres syndicats, avec la direction. La direction a répliqué qu'elle ne voulait pas discuter avec les autres syndicats d'une affaire qui ne concerne qu'elle et la C.G.T., sans rendre public l'objet de ces discussions.

En fait, la direction a effectivement un contentieux à régler avec la direction de la C.G.T.

Depuis l'affaire Overney où Dreyfus et le P.C.F. avaient fait front commun contre les gauchistes, la C.G.T. et le P.C.F., pensant bien l'avoir mérité, se sont permis une attitude que la direction peut difficilement admettre. Les tracts du P.C.F. sont distribués et **l'Humanité** est vendue ouvertement dans l'usine.

La direction ne veut pas que le P.C.F. se conduise comme en territoire conquis sous prétexte qu'ils ont été alliés un moment. L'arrosage du programme commun a été la goutte de pastis qui a fait déborder le vase et la direction a donc décidé de mettre un frein aux libertés que prend le P.C.F. Elle ne tient sans doute pas à ce que tout soit rompu entre elle et lui. Et si elle convoque seuls ses représentants, c'est sans doute pour négocier un modus vivendi qui ne serait pas trop difficile à accepter par les responsables du P.C.F. et qui lui permettrait, à elle, de ne pas engager un affrontement auquel elle ne tient pas du tout dans la situation actuelle de la Régie, mais elle tient cependant à remettre tout le monde à sa place. Quand on se conduit comme des valets de la direction, il ne faut pas s'étonner d'être traités en larbins !

Correspondant L.O.

Foyers A.L.J.T.

Face à l'intransigeance de la direction, la lutte continue

Il n'y a pas eu de trêve pendant les vacances. (Ph. L.O.)

IL y a plus d'une semaine que les négociations avaient commencé entre la direction de l'A.L.J.T. et les résidents. Elles ont été rompues vendredi soir.

Dès le début, la direction cherchait à gagner du temps (les départs du mois d'août sont proches) en envoyant aux négociations trois directeurs sans aucun pouvoir de décision. Le grand patron, Morane, restait, pour sa part, à l'écart et refusait les accords que les résidents et les trois directeurs pouvaient passer.

Mardi après-midi, 290 résidents devaient passer devant le tribunal. Le président renvoyait l'audience à septembre ; et en attendant septembre, la direction était tenue d'annuler les exclusions et de faire fonctionner les foyers (ravitaillement, self, entretien), les résidents ne payant pas l'augmentation.

Compte tenu de tout cela, les résidents, réunis en assemblée générale mercredi soir, décidaient à la quasi-unanimité sur Clichy et Epinay, de suspendre l'occupation si la direction respectait les décisions du tribunal, et de refuser de continuer à négocier avec des « fantoches ». Bien sûr, il n'était pas question de payer l'augmentation, et le Comité de grève commençait à récolter les chèques de 190 F (pension du mois de vacances) parmi les résidents qui partent en août.

Jeudi soir, Morane acceptait de négocier, et il signait un accord sur la liberté d'expression (réunions, affichage) syndicale et politique. De plus, les résidents ne seront, à l'avenir, plus tenus de payer loyer et repas en bloc. Mais la direction tenta alors de diviser les cinq foyers occupés des autres foyers A.L.J.T., en accordant le droit de visite 24 heures sur 24 aux seuls foyers en grève. Le Comité de grève refuse alors cette manœuvre de division : les foyers en lutte ne tiennent pas du tout à se couper des autres foyers car, en septembre, il leur faudra leur appui pour continuer la lutte.

Vendredi, enfin, Morane refusait le droit de visite et les décisions du tribunal, c'est-à-dire refusait d'assurer le ravitaillement, le fonctionnement du self et l'entretien, dans les foyers qui n'ont pas payé l'augmentation. Les négociations étaient alors rompues.

Mais, malgré les nombreux départs en vacances, les résidents ne sont pas prêts à se laisser faire. Ils continuent de ne pas payer l'augmentation et feront tout pour étendre le mouvement à tous les foyers A.L.J.T. en septembre.

Correspondant L.O.

livres

Une vie de boy
Le vieux Nègre et la médaille

de Ferdinand Oyono

AU moment où le gouvernement français vient d'interdire le livre de Mongo Béti **« Main basse sur le Cameroun »,** publié chez Maspero, il est d'autant plus précieux de lire deux romans de Ferdinand Oyono qui ont été réédités récemment (1).

« Une vie de boy » et **« Le vieux Nègre et la médaille »** ont pour toile de fond le Cameroun sous domination française (après avoir été allemande) vers les années 1950.

Le « colonialisme de papa », sans fard, est décrit dans la petite ville de Doum, qui est une micro-société coloniale.

« Une vie de boy », qu'il faut sans doute lire en premier, est l'histoire de la vie d'un jeune Camerounais : Toundi.

Toundi a été élevé à la « mission catholique » où il a appris à lire et à écrire et est devenu boy du père Gilbert. A la mort de ce dernier, c'est bien sûr comme boy qu'il sera placé chez le commandant de la région.

C'est là, dans la maison du commandant, que Toundi va faire l'expérience des Blancs, des colons.

C'est là qu'à travers leurs réceptions, leurs conversations insipides, leurs cocufiages, Toundi va voir les colons tels qu'ils sont : arrogants, méprisant les Noirs, grossiers et ridicules.

Tout cela décrit avec beaucoup d'humour.

Malheureusement, et à cause de son esprit vif et curieux, Toundi verra s'abattre sur lui la colère du commandant et se retrouvera... en prison.

Là encore, nous sont décrites toutes les tares de la colonisation. Les Noirs sont traités comme des bêtes, battus jusqu'à ce qu'ils en meurent.

Et Toundi, s'il échappera à la prison et se réfugiera en Guinée espagnole, mourra des suites des mauvais traitements endurés.

Plus descriptif des mœurs africaines, **« Le vieux Nègre et la médaille »** est aussi le tableau d'un pays colonisé, à travers la prise de conscience d'un vieillard converti au catholicisme (il a même « donné » toutes ses terres à l'église des Blancs).

Il faudra à Meka faire une expérience douloureuse, toucher de près le racisme des Blancs, pour perdre ses illusions sur les « bienfaits » de la civilisation française.

« Le vieux Nègre et la médaille » peint avec tendresse et humour la vie du village africain où le sens de l'hospitalité sert de morale. Tous les personnages sont campés avec beaucoup de couleur. Car l'annonce que Meka va recevoir une médaille du « grand chef des Blancs » (il s'agit du gouverneur) attire à sa case tous ses amis, ses proches, frères, cousins, venus soit sincèrement pour le féliciter, ou plus simplement pour partager le repas de fête qu'on ne saurait manquer de faire.

Par touches discrètes, Oyono nous montre cette vie africaine perturbée par les mœurs coloniales. Le dernier-né d'une famille ne se prénomme-t-il pas « De Gaulle » ? Et n'a-t-il pas raison, ce jeune Africain qui rappelle à la femme de Meka qu'au lieu d'admirer la médaille de son mari, elle ferait bien de se rappeler que les Blancs, avec leur sale guerre, lui ont tué ces deux fils.

Bref, deux livres qui font souvent sourire, mais qui contiennent en fait une grande tristesse : celle d'un pays marqué dans sa chair par la colonisation.

Juliette VIDAL.

(1) **« Une vie de boy »** - Collection Presses Pocket - n° 791 - 4,50 F - **« Le vieux Nègre et la médaille »** - 10/18 - n° 695 - 6 F.

AUTOGESTION, ETAT, REVOLUTION

du groupe " Noir et Rouge "

Meeting paysan dans un champ, en Extremadure, pendant la guerre d'Espagne. (Ph. Viollet)

L'AUTOGESTION réduite à l'usine n'est donc qu'une caricature qui ne change rien au système. » Cette phrase pourrait fort bien résumer ce livre sur l'autogestion rédigé par des militants de « Noir et Rouge », *le groupe anarchiste qui passe pour le plus « théoricien » du mouvement libertaire français.*

Au travers des expériences d'autogestion en Russie (1917-1921), en Italie (septembre 1920), en Espagne (1936), en Yougoslavie, en Algérie ou en France (1968), le groupe « Noir et Rouge » *tente de tirer un bilan de ces expériences et d'expliquer leur échec. Il arrive ainsi à la conclusion qu'aussi longtemps que les travailleurs des villes ou des campagnes limitent leur intervention à la gestion de leur usine ou de leur village sans se préoccuper de tenter de prendre le contrôle de l'ensemble de la société, l'autogestion se réduit à une gestion coopérative de type capitaliste.*

C'est une conclusion à laquelle on ne peut que souscrire. Mais malheureusement, lorsqu'il s'agit de tracer une voie différente, ces camarades n'ont pas grand-chose à proposer. En effet, s'ils se rendent parfaitement compte que, tant qu'existent des classes exploiteuses (peu importe le nom qu'ils leur donnent), les travailleurs, enfermés dans leurs entreprises, ne peuvent qu'être battus, ils s'obstinent par contre à écarter la seule solution rationnelle qui permettrait d'éviter cet échec : la destruction de l'Etat exploiteur et son remplacement par un Etat construit et contrôlé par les travailleurs, c'est-à-dire un Etat ouvrier.

Ce refus d'envisager cette possibilité les conduit donc à se cantonner dans des généralités du genre « plus l'autogestion s'étend, plus l'Etat s'affaiblit ». *Mais comment étendre cette autogestion, comment lutter contre cet appareil d'Etat qui ne représente en rien les intérêts des travailleurs ? Aucune réponse n'est donnée à cette question.*

L'autre défaut du livre est son manque de précisions dans de nombreux domaines. Par exemple, « l'autogestion » en U.R.S.S., au début de la révolution, est vue quasi exclusivement à travers l'optique du Voline de la « Révolution inconnue » *et à aucun moment les auteurs n'abordent le problème de savoir concrètement en quoi la gestion séparée de telle ou telle usine par les travailleurs pouvait résoudre les énormes problèmes d'une U.R.S.S. exsangue, ravagée par la guerre civile. De même, pour l'Espagne de 1936, isoler l'autogestion des salons de coiffure de Madrid ou de tel ou tel village de l'ensemble de la politique du mouvement anarchiste espagnol, c'est se condamner à ne rien comprendre à l'échec de la révolution espagnole elle-même.*

En fait, l'autogestion est aujourd'hui un mot et une idée à la mode. Pour beaucoup, elle recouvre l'idée de « l'usine aux travailleurs ». Mais, hors de tout contexte, cette idée n'a rien de révolutionnaire en elle-même. Elle ne l'est que dans la mesure où elle suggère une mise en question de la propriété capitaliste des entreprises. Lorsqu'elle implique (notamment chez nombre de militants de la C.F.D.T. et du P.S.U.) un repli des travailleurs sur la gestion économique de leur entreprise, elle n'est finalement qu'une résurgence du vieux mythe réactionnaire proudhonien du coopératisme.

Pour les révolutionnaires, le contrôle des travailleurs sur leur entreprise ne doit être que le premier pas vers le contrôle des travailleurs sur la société tout entière, sur l'Etat.

Refuser de poser ce problème, c'est-à-dire celui d'un Etat contrôlé par les travailleurs c'est, dans le meilleur des cas, et même lorsqu'on s'en défend, se tenir sur le terrain de la coopérative capitaliste, tout en laissant les mains libres à l'Etat bourgeois pour continuer à opprimer les classes travailleuses.

J.L.

Autogestion, Etat, révolution - *Collection « Changer le monde » - Editions de la Tête de Feuilles.*

cinéma

Les collines de la terreur

de Michael Winner

CELA fait toujours plaisir de voir une bande de sombres brutes recevoir une raclée méritée. Surtout quand ce sont des racistes qui se font corriger par un métis qu'ils méprisent, surtout quand celui qui paraissait le plus faible et le plus vulnérable se révèle au fil des images le plus fort.

« Les collines de la terreur » *est un western sur la vengeance, qui se consomme ici avant que le plat n'ait eu le temps de refroidir.*

Le métis de Blanc et d'Apache Chato-Charles Bronson est allé à la ville pour quelques achats. Il a eu le tort de vouloir boire un verre dans un saloon qui ne sert pas les Indiens. Il en sortira avec un shérif abattu en état de légitime défense, sur la conscience, et une douzaine de « justiciers » haineux aux trousses.

C'est une poursuite impitoyable qui commence alors dans les terres arides que connaissent mal les poursuivants et où Chato est chez lui. Le fuyard ne songe, au début, qu'à égarer la meute féroce, mais cette dernière réussit à s'emparer de la femme de Chato, qui est violée. Puis un des siens, agonisant, est brûlé par la bande sanguinaire.

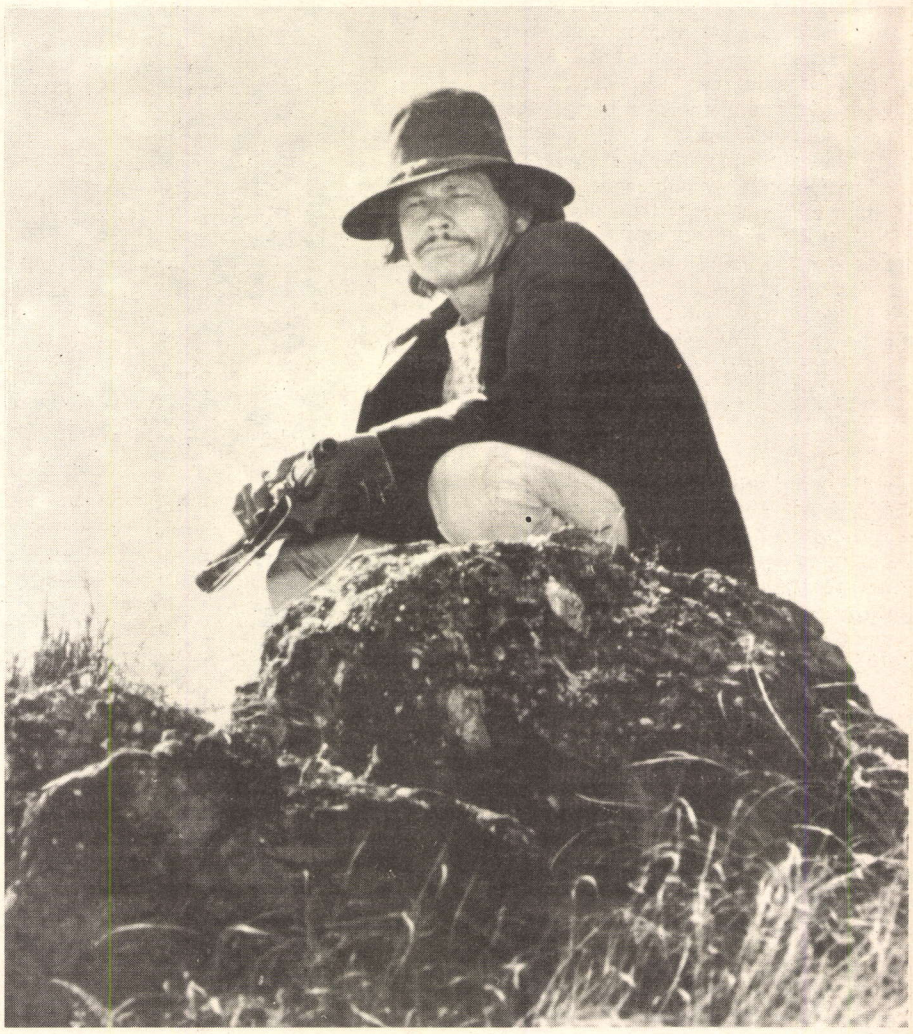
Alors, le métis se vengera implacablement et cruellement et, bien que seul contre une douzaine d'adversaires, il parviendra à ses fins.

C'est d'ailleurs ce qui est sans doute le plus gênant. Ce n'est plus Charles Bronson que nous voyons, c'est Superman, et un Superman muet, puisque les Apaches sont, paraît-il, impénétrables. Cela finit par agacer. On aimerait bien que le héros ait quelques défauts, un instant de faiblesse, une petite blessure, mais non, jamais rien, Bronson est toujours gagnant, sans commettre la moindre erreur, sans qu'un muscle ne bouge sur son visage, sans qu'une parole ne franchisse ses lèvres. Plus le film dure, moins on y croit...

Face à notre impénétrable, les autres personnages sont brossés à grands traits : trois frères méchants et cruels, dont un obsédé sexuel, un ancien officier de l'armée sudiste de la guerre de Sécession, qui s'y « croit », un ou deux bons chrétiens qui protestent timidement contre les atrocités sans oser s'y opposer vraiment. L'auteur a voulu nuancer la psychologie des personnages, malgré tout cela reste sommaire, et bien souvent les acteurs ont la même irréalité que le peu bavard Bronson.

En bref, un western ni meilleur ni pire que la moyenne. Comme on dit, cela se laisse voir. Et si vous pouvez choisir un cinéma qui n'est pas trop cher, vous n'aurez quand même pas de regrets.

André VICTOR.



DIEU PARDONNE, MOI PAS

de Giuseppe Colizzi

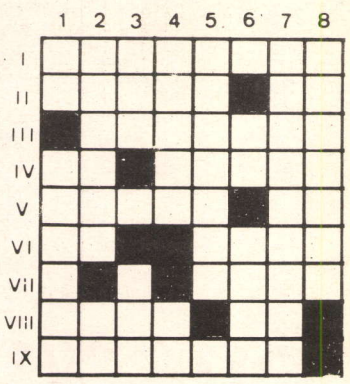
SUR l'affiche du film, on peut voir les deux héros de la série des Trinita. On aurait tort de s'y laisser prendre. « Dieu pardonne, moi pas » **n'est pas un western comique.**

Mais Terence Hill et Bud Spencer étant désormais des acteurs à succès, susceptibles d'attirer le public, le réalisateur les a pris tels quels, avec leurs tics, leur science affichée du maniement des cartes, du revolver et du coup de poing, et il s'est contenté de changer de registre. Giuseppe Colizzi fait dans le sérieux, et le spectateur ne s'en aperçoit que trop tard, quand il est entré dans la salle.

Il le regrette. D'autant plus que « Dieu pardonne, moi pas » **ne présente vraiment rien de neuf. Si les personnages sont empruntés, humour en moins, aux** « Trinita », **le style, lui, est emprunté à Sergio Leone. Alors on a droit aux gros plans, aux secondes qui s'éternisent, aux jeux de lumière et d'ombre, bref à tout ce qui était nouveau chez Leone et qui est devenu désormais classique dans le genre western-spaghetti.**

Cela donne un film sans intérêt mais qui amène le spectateur jusqu'à la fin sans trop le lasser.

Claude CHARVET.



HORIZONTALEMENT. — I. Fidèles compagnes des bâtons. — II. Souvent noire mais jamais rouge - Symbole en chimie et en mai 1968. — III. Meilleur en salade que sous la pluie. — IV. Commence la pagaille - Faculté de jouir d'une chose. — V. Approuvée - Article. — VI. Au bout de la lancée - En Gaule. — VII. Détérioriés par l'emploi. — VIII. Bien qu'en pays de soleil, peut facilement flotter - Aux extrémités de l'Eure. — IX. Accompagnent parfois les poulets.

VERTICALEMENT. — 1. Indique une réunion - Vient d'Espagne. — 2. Où les vaches se mettent au vert - Préfixe. — 3. Rivière du Brésil - Des Irlandais en colère. — 4. Spécialiste de l'art d'aimer - Pronom personnel parfois explétif. — 5. Excellent pour la croissance. — 6. Moitié d'un fils de Jupiter - Utilisée jusqu'à la corde. — 7. Elles ont grand besoin de faire redorer leur blason. — 8. A la poêle... ou à la dynamite.

télévision — Sélection de la semaine

MERCREDI 2 AOUT

20 h 30 (2e chaîne) :
« Les Dossiers de l'écran »

« LA TERRE DES PHARAONS »
Film d'Howard Hawks.

Ce film retrace à la manière hollywoodienne — c'est-à-dire avec des milliers de figurants et des moyens techniques et financiers colossaux — la construction de la pyramide de Cheops. Il ne faut peut-être pas être trop sourcillieux quant à la vérité historique de cette œuvre.

Malgré tout, la discussion qui suivra, centrée sur la construction des pyramides, mettra face à face des véritables spécialistes de la question dont Jean Leclant, titulaire de chaire d'égyptologie à la Sorbonne, Ahmed Fakhry, égyptologue et professeur au Caire, Jean-Philippe Lauer, architecte et expert au service des Antiquités, etc.

VENDREDI 4 AOUT

20 h 30 (1re chaîne) :
« COMME IL VOUS PLAIRA »
Œuvre de William Shakespeare, dans une adaptation française de Jean et Nicole Anouilh.

SAMEDI 5 AOUT

21 h 45 (2e chaîne) :
« L'ODYSSEE SOUS-MARINE DE L'EQUIPE COUSTEAU » (n° 2).

Images sous-marines prises au cœur du Pacifique, dans l'île de Truk, dont le lagon est devenu le plus vaste cimetière de navires du monde. En 1944, une partie de la flotte japonaise y sombra après une violente attaque aérienne de l'aviation américaine. Les plongeurs sont parfois descendus jusqu'à 90 mètres de profondeur pour tourner ce film réalisé en collaboration avec le musée océanographique de Monaco.

DIMANCHE 6 AOUT

20 h 40 (1re chaîne) :
« LE TRIOMPHE DE MICHEL STROGOFF »
Un film de Victor Tourjansky.

Ceux qui ont aimé le roman de Jules Verne reverront avec plaisir cette adaptation cinématographique d'un bon niveau avec Curd Jurgens dans le rôle principal.

22 h 40 (2e chaîne) :
« Ciné-Club » - Cycle des grands auteurs.
« FURY », *de Fritz Lang*
avec Spencer Tracy.

La situation en Angleterre

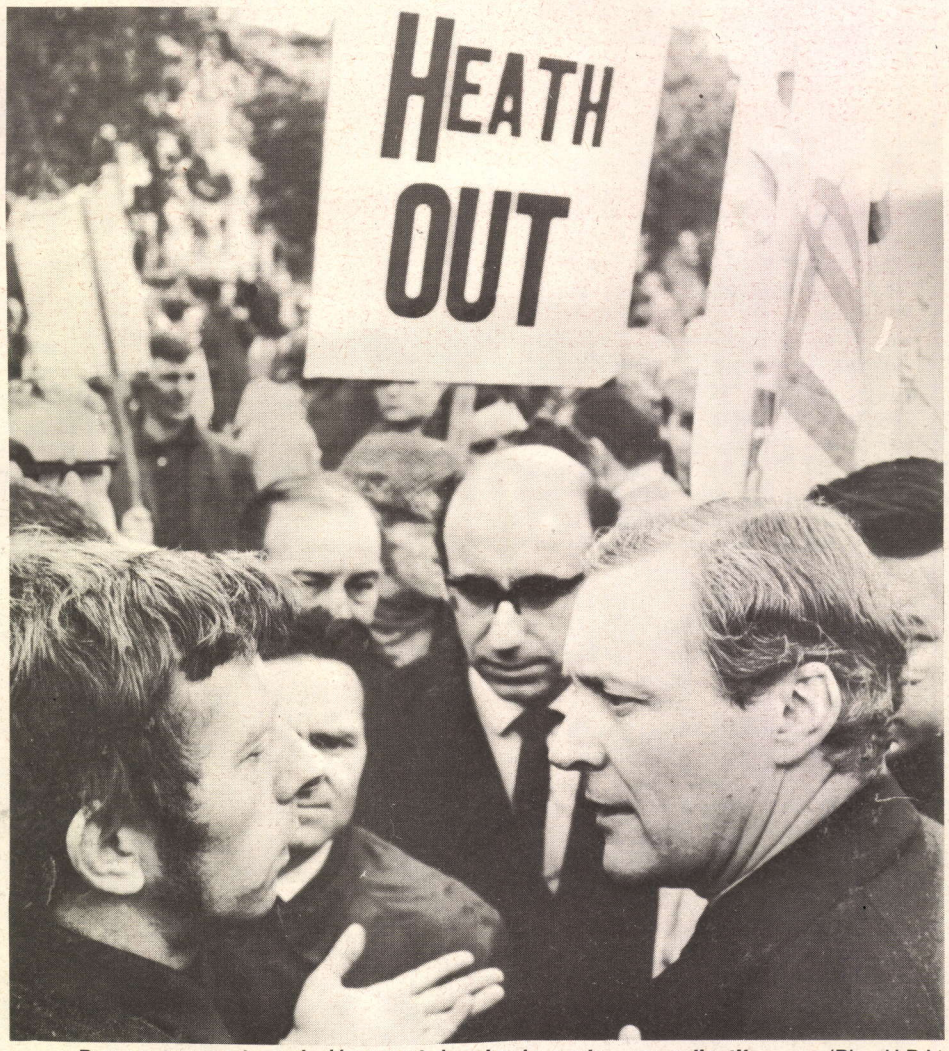
LE mouvement déclenché par l'arrestation des cinq shop-stewards dockers le 21 juillet, est loin de se terminer.

La semaine dernière, on a vu la Grande-Bretagne presque paralysée. En plus de la grève de la quasi totalité des dockers, des grèves de solidarité se sont étendues dans presque toutes les branches de l'industrie. Les travailleurs de l'imprimerie ont paralysé tous les grands quotidiens britanniques. Les mineurs du Pays de Galles et du Yorkshire, deux régions minières, traditionnellement combatives, étaient en grève ainsi qu'une grande partie des travailleurs de toutes les branches dans la région de Liverpool, le grand port du nord-ouest. Dans le bâtiment, il y avait déjà une série de grèves tournantes pour les revendications des travailleurs du bâtiment qui se sont transformées en grèves de solidarité à l'échelle nationale.

Dans la métallurgie, c'était la période de vacances mais, dans quelques secteurs, il y a quand même eu des mouvements. A Sheffield, grande ville des industries d'acier de la métallurgie, c'était la grève presque totale dans la ville avec une manifestation de 3.000 personnes, le mardi 25 juillet. A Birmingham, les ouvriers de l'Outillage à l'usine de British Leyland, à Longbridge, une des plus grandes usines d'automobiles du pays, se sont mis en grève sous l'impulsion de militants révolutionnaires d'International Socialism (la plupart des autres ouvriers étant en congé). Des travailleurs révolutionnaires étaient également à l'origine de la grève dans les ateliers d'Entretien et de Réparation du métro londonien à Acton.

Le mardi 25 juillet, la manifestation qui allait des docks à la prison où se trouvaient les cinq détenus, comptait plus de 10.000 personnes. La prison était entourée par la police et on a vu apparaître des barricades dans la rue.

Tout ce mouvement était « non officiel », c'est-à-dire déclenché par des groupes de travailleurs agissant indépendamment des syndicats. Le mardi 25, il y avait plus de 200.000 travailleurs en grève et le mouvement était en pleine extension. Le mercredi, on notait des grèves dans les aéroports et dans les usines d'aviation, et l'arrêt total des bus à Londres.



Des mouvements qui dépassent le simple cadre revendicatif. (Ph. U.P.I.)

Plusieurs syndicats se sont décidés à rejoindre le mouvement, notamment ceux de l'imprimerie et de la métallurgie qui ont annoncé des grèves « officielles » pour le lundi 31 juillet. Sous cette pression de sa base, le T.U.C. (congrès des syndicats) se trouvait forcé d'appeler, lui aussi, à une grève de protestation pour le 31. Cela aurait été la première grève générale depuis 1926.

Et le gouvernement a reculé ! Rapidement, il a trouvé un prétexte légal pour libérer les cinq dockers emprisonnés. Les syndicats, qui ne souhaitaient pas une confrontation avec le gouvernement, ont alors rapporté leur mot d'ordre de grève.

Mais les dockers, eux, n'ont pas cessé le combat. Le lendemain même de la décision du tribunal, les délégués au congrès de la section des docks du syndicat des Transports ont rejeté le rapport de la commission conjointe gouvernement, patrons et syndicats sur les containers et l'avenir des dockers, et ont appelé à une grève nationale. En effet, l'expérience de la grève contre l'emprisonnement des « cinq » a beaucoup renforcé la combativité des dockers au sujet de leurs autres revendications — surtout en ce qui concerne la sécurité de l'emploi. Une grève nationale a donc commencé le 28 et continue au moment où nous écrivons.

Le gouvernement se trouve de nouveau face à des problèmes. Un nouveau jugement de la cour rend les syndicats responsables de toutes les actions de leurs membres, si les syndicats ne prennent pas de mesures concrètes pour les désavouer.

Le gouvernement veut donc que les syndicats assurent eux-mêmes la « discipline industrielle ». Et il est certain qu'il existe pas mal de dirigeants syndicaux qui sont ouvertement prêts à le faire. Mais il existe aussi des dirigeants syndicaux qui dépendent pour leur réélection des éléments « de gauche », combatifs dans leurs syndicats et qui ne sont pas prêts à collaborer ouvertement avec le gouvernement. Enfin, il n'est point certain que la classe ouvrière britannique permettra à ses « dirigeants » d'empêcher les luttes.

En effet, on voit déjà des grèves de protestation contre la loi anti-grève. Vendredi 28, les 8.000 ouvriers de Pilkingtons, usine de verre connue pour la longue grève sauvage de 1969, syndiquée à 100 % au syndicat G.M.W.U. qui est dirigé par des partisans de la collaboration avec le gouvernement, ont fait grève dans ce sens.

Il est maintenant essentiel que la solidarité et la volonté de se battre contre la loi de toute une couche de travailleurs se traduise par la création partout d'organismes qui puissent continuer la lutte par-delà les reculades syndicales.

La semaine dernière, la classe ouvrière a fait preuve de sa combativité. Tant que la loi anti-grève existe et tant que le gouvernement essaiera de résoudre les problèmes du capitalisme britannique sur le dos des travailleurs, il n'y aura pas de « paix sociale » en Grande-Bretagne.

Richard KIRKWOOD

(International Socialism).

Chine

La disparition de Lin Piao

L'ANNONCE officielle de la mort de celui qui fut pendant longtemps considéré comme le dauphin de Mao, le maréchal Lin Piao, déchaîne en ce moment toute une série de spéculations et de tentatives pour expliquer le pourquoi et le comment des choses. Hormis la mort elle-même de Lin Piao qui semble tout de même certaine, les autres circonstances de l'événement demeurent en effet dans l'ombre.

Non seulement il serait hasardeux de prétendre que Lin Piao est bien mort dans l'avion qui s'est écrasé le 12 septembre 1971 dans les steppes de la Mongolie, mais il le serait tout autant d'affirmer que c'est pour telle ou telle raison politique qu'un conflit a surgi entre lui et Mao-Tse-Toung.

On veut faire de Lin Piao un « dur », voire un « gauchiste », qui se serait opposé au rapprochement de la Chine avec les U.S.A., et qui aurait voulu la prédominance de l'armée sur le parti à l'intérieur. C'est bien possible, mais on chercherait en vain des positions publiques de Lin Piao sur ce sujet, ou sur d'autres, qui s'écarteraient davantage de l'orthodoxie officielle que la préface du petite livre rouge des pensées de Mao dont il était l'auteur.

Faute de connaître ses idées et a fortiori **les forces sociales qu'il aurait pu représenter, on en est réduit aux hypothèses.**

Ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute cependant, c'est que les masses sont demeurées à l'écart de toute cette affaire. Même si l'on s'en tient à la version officielle du complot de Lin Piao pour assassiner Mao, de l'échec, de la fuite en avion et de l'accident, on se demande bien pourquoi le régime aurait attendu près d'un an pour rendre cette affaire publique. Lin Piao a été éliminé à l'occasion d'une querelle entre des hauts dignitaires de l'appareil chinois, en dehors de toute intervention démocratique ou pas des masses populaires, et précisément parce que cette démocratie ne peut exister dans une société comme celle de la Chine.

Malgré les apparences que développe la propagande du régime, celui-ci n'est rien moins que populaire. Certes, lorsque le P.C. chinois prit le pouvoir en 1949, il le fit, porté par une immense vague de sympathie et de soutien populaire. Ce soutien s'est prolongé longtemps après, et il est vraisemblable qu'il persiste dans une certaine mesure. Mais il n'en demeure pas moins vrai que le régime gouverne sans demander l'avis des masses populaires, et parfois contre elles. Ce fut le cas notamment lors de la « Révolution Culturelle », gigantesque reprise en main orientée contre les travailleurs, et tout particulièrement les ouvriers des villes dont les aspirations à une vie meilleure notamment, contrariaient et la volonté et les possibilités du régime.

Les antagonismes sociaux existent toujours en Chine, et ils ont donné naissance parfois à des conflits violents. Les dirigeants de l'Etat peuvent d'autant moins laisser les masses s'exprimer démocratiquement qu'ils affectent de maintenir la fiction d'un pouvoir populaire. Les masses qui occupèrent les rues lors de la « Révolution Culturelle » furent, rappelons-le, envoyées, encadrées, canalisées par les dirigeants eux-mêmes. Et il s'agissait de la jeunesse des écoles chargée de mettre au pas les travailleurs.

Dans ce type de régime, les milieux dirigeants se trouvent contraints au travers de crises, de remettre tout le pouvoir à un dictateur suprême. Le propre de la dictature c'est précisément qu'elle ne se partage pas. Même pas à deux. Lorsque deux personnalités d'égale importance semblent se partager le pouvoir, l'expérience a prouvé que l'une d'elles ne tardait pas à éliminer l'autre.

Ce fut la mésaventure que connut Ben Bella renversé par Boumedienne, ce fut la sinistre histoire de tous les grands commis de Staline, liquidés les uns après les autres par un chef soupçonneux.

Ce fut la liquidation analogue de Liu Shao-Chi, qui fut pendant longtemps le numéro deux du régime, et c'est maintenant la disparition de Lin Piao.

Mais comme malgré les immenses talents qu'on lui prête, Mao, pas plus que quiconque, ne peut tout diriger et tout faire directement lui-même, on verra apparaître de nouveaux personnages chargés de gouverner tel ou tel secteur de l'Etat, et qui deviendront, un jour, dauphins et rivaux du dirigeant suprême.

Certains ont fait remarquer qu'il ne restait plus maintenant de la vieille garde dirigeante chinoise que deux hommes en présence : Mao-Tse-Toung et Chou-En-Lai. Alors, à qui le tour ?

André VICTOR